

Mémoire de stratégie

**Prévention des conflits et maîtrise des crises
- la perspective de l'Allemagne -**

Présenté par le Major i.G. Nikolaus Bretz

7^{ème} Promotion du Collège Interarmées de Défense

Division C / Groupe 2

La fiche de présentation:

1. Prévention des conflits et maîtrise des crises - la perspective de l'Allemagne -
2. Major i.G. (terre, Allemagne) BRETZ Nikolaus
3. 15 mars 2000
4. Division C
5. Mémoire de stratégie
6. Les paradigmes de l'architecture de sécurité en Europe ont changé. Aujourd'hui, la prévention des conflits et la maîtrise des crises se trouvent au centre de la politique étrangère et de sécurité allemande. La nouvelle responsabilité comporte la nécessité de faire évoluer la stratégie militaire et de former une Bundeswehr qui reste capable de travailler au sein de l'Alliance atlantique et qui augmente sa capacité de coopérer au sein d'une Défense européenne. Le mémoire montre, à partir de l'analyse de menaces actuelles et en prenant en compte des multiples formes des violences pendant un engagement, une approche probable pour une stratégie globale et une stratégie militaire qui sont capable de répondre aux nouveaux défis. Les perspectives d'avenir pour la Bundeswehr, en tirant des conclusions essentielles surtout dans le domaine du commandement et des forces, termine l'étude.
7. Mots clés : Allemagne, Bundeswehr, Europe, stratégie globale, stratégie militaire, politique étrangère et de sécurité commune (PESC), maîtrise des crises, prévention des conflits, maîtrise de la violence.

Des plans

Sun Zi a dit: la guerre est une affaire grave pour le pays, c'est le terrain de la vie et de la mort, c'est la voie qui mène à la survie ou à l'anéantissement ; il est impossible de ne pas l'étudier.

Sun Zi, dans l'art de la guerre, article I.

Sommaire

1. Introduction	1
2. Les risques et les défis	2
3. Une approche stratégique	4
3.1 Les niveaux de cohérence	4
3.2 Stratégie globale - un modèle en cinq phases	6
3.2.1 Détermination des intérêts nationaux et des objectifs de l'Etat	6
3.2.2 Maîtrise de l'information	8
3.2.3 Prévention des conflits	9
3.2.4 Actions	11
3.2.5 Réhabilitation	11
3.2.6 Conclusions pour la politique étrangère et de sécurité allemande	12
4. La stratégie militaire	14
4.1 L'approche nouvelle	14
4.2 Opérations militaires autres que la guerre	16
5. La stratégie opérationnelle	18
5.1 Les nouvelles manœuvres de crise	18
5.2 Typologie des conflits	19
5.3 Maîtrise de la violence	20
5.3.1 La maîtrise des espaces	21
5.3.2 La maîtrise de l'urgence humanitaire	22
5.3.3 La maîtrise de l'information	22
5.3.4 La maîtrise des armements	23
5.3.5 La maîtrise des mouvements de masse	24
5.3.6 La maîtrise des forces	24

6. Les conséquences pour la Bundeswehr	25
6.1 Commandement	25
6.1.1 La situation actuelle	25
6.1.2 L'évolution possible	27
6.2 Forces	29
6.2.1 La structure de la force	30
6.2.2 La formation	31
7. Les perspectives d'avenir	32
Annexe 1 : Bibliographie	34
Annexe 2 : Liste d'abréviation	37
Annexe 3 : Missions de Petersberg	38
Annexe 4 : Une typologie théorique des conflits	39
Annexe 5 : L'Agenda pour la paix	41
Annexe 6 : Opérations au faveur de la paix de la Bundeswehr	42
Annexe 7 : Les conflits dans le monde	45

1. Introduction

La dissolution du Pacte de Varsovie et l'effondrement du bloc soviétique ont modifié l'architecture de la sécurité en Europe. Pour les pays occidentaux, comme l'Allemagne, les menaces d'une agression militaire venant de l'Est dans un avenir proche ont disparu. Elles sont remplacées par des risques globaux en matière de sécurité, qui deviennent de plus en plus importants. On peut donc constater un changement de paradigmes. " Les mots clefs sont désormais : des intérêts communs dans le domaine de la défense à la place de la protection du territoire, la gestion des crises par la prévention militaire au lieu de la défense réactive du pays et de l'Alliance, et la contre prolifération militaire à la place du contrôle diplomatique de l'armement. " ¹

La maîtrise des crises est déjà une réalité pour l'Allemagne. Avec la décision du parlement allemand du 13 décembre 1996 d'engager une force de 3000 hommes dans le contexte de la SFOR en Bosnie, une ère nouvelle a commencé. Actuellement, la République allemande est en plus responsable d'un secteur au Kosovo. Néanmoins, la critique qui vient de l'extérieur montre bien que l'Allemagne est en train de trouver sa place dans le monde et de prendre ses responsabilités pour participer activement à la politique de sécurité du XXI^e siècle.

" Les Allemands, en raison de leur position géographique en Europe et de leur contexte politique particulier, conservaient jusqu'à présent, une vision bipolaire d'affrontement territorial. " ²

Pour répondre aux nouveaux défis, le gouvernement de coalition SPD-Verts a mis en place une *Commission sur le futur de la Bundeswehr*, sous la présidence de l'ancien Président de la République Richard von Weizsäcker. Cette commission doit, à partir de l'analyse des menaces actuelles et d'un concept de sécurité élargie, réviser la mission, la structure, le volume, la formation et l'équipement des forces armées.

Le mémoire se situe dans le même contexte, mais avec un objectif limité. Il traite en particulier la prévention des conflits et la maîtrise des crises. Au début, nous voulons mettre en évidence les risques qui existent pour les pays d'Europe. La politique de sécurité doit répondre à ces défis avec une stratégie adéquate. Dans ce domaine, nous présenterons les grands niveaux de cohérence entre la politique générale, la politique de défense et les domaines stratégiques.

¹ Ehrhart, Hans-Georg: *A quoi sert la „Commission sur l'organisation de la Bundeswehr“ ?*, Cirpes – Le Débat Stratégique, p. 1.

² Francart, Loup: *Maîtriser la violence, Une option stratégique*, Paris, 1999, ISBN 2-7178-3879, p. 19.

Ensuite, nous développerons, dans un premier temps, un modèle pour une stratégie globale en cinq phases et démontrerons, dans un deuxième temps, une application sur la situation actuelle de l'Allemagne. Le résultat sera une stratégie dans le contexte d'une politique étrangère et de sécurité pour la prévention des conflits et la maîtrise des crises. Après, nous voudrions développer une approche pour une nouvelle stratégie militaire allemande. A partir des engagements probables pour les forces armées allemandes, nous essaierons ensuite de mieux concrétiser le problème en nous posant deux questions au niveau inférieur. Quelles sont les menaces qui se trouvent sur un théâtre d'opération potentiel ? Les risques qui ont une influence directe sur les options stratégiques. Et quelles sont les mesures pour les maîtriser ? Enfin, nous voulons terminer avec une perspective d'avenir pour la Bundeswehr, en tirant des conclusions essentielles surtout dans le domaine du commandement et des forces.

2. Les risques et les défis

Le bouleversement historique en Europe centrale et orientale a conduit à une amélioration fondamentale de la sécurité, notamment en Europe centrale. Le risque d'une agression d'envergure a disparu. L'élargissement de l'OTAN à la Pologne, la République tchèque et la Hongrie donne à la République allemande dans une nouvelle position.

L'Allemagne n'est plus située à portée d'un adversaire capable de lancer des opérations stratégiques offensives.³ Dans d'autres régions européennes, par contre, la situation est marquée par la guerre, l'inhumanité et l'oppression. La menace militaire massive est remplacée par des instabilités, des crises et des conflits, qui apparaissent dans différentes régions, en Europe et dans les zones limitrophes. Les conflits interétatiques sont de plus en plus rares et substitués par les conflits interethniques, qui sont les principaux problèmes contemporains de sécurité.

La diversité des risques militaires et non-militaires qui peut marquer une conflictualité réelle ne permet pas une simple catégorisation. A sa place, nous présenterons un catalogue, qui montre des sources possibles de conflits et de crises.

Des désaccords frontaliers, des rivalités ethniques ou religieuses et la dissolution d'Etats peuvent conduire à une instabilité locale et même régionale. Ces phénomènes sont très souvent accompagnés par des violations des droits de l'homme et l'échec des efforts de réforme.

³ *Concept commun franco-allemand en matière de sécurité et de défense du 09.12.96*, dans: Secétariat du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, Chronologie de la coopération franco-allemande en matière de défense et de sécurité, Appendice IV, p.34.

Des risques supplémentaires sont liés aux ambitions hégémoniques de certaines puissances régionales et à la prolifération d'armes de destruction massive qui peuvent représenter une menace militaire directe pour les populations, le territoire et les forces en Europe⁴.

Actuellement, ce sont 70 pays qui sont capables de construire des missiles d'une portée de 1500 km. D'ici 2010⁵, presque toute l'Europe se trouvera dans la zone de menace de ces missiles. La sécurité est également confrontée à des risques non-étatiques, comme les activités de mouvement terroristes, les crimes organisés et les trafics d'armes et de drogues.

Dans l'Est de l'Europe, il existe encore un arsenal militaire surdimensionné dont l'évolution et le contrôle demeurent un sujet de préoccupation pour de longues années.

A côté des risques, la complexité de l'environnement de sécurité a augmenté sous l'influence de la mondialisation, du rôle des médias et de l'importance de la multinationalité. Le nombre des structures internationales, des acteurs et organisations non-gouvernementales qui sont impliqués dans les conflits récents augmente de façon constante. Les pays occidentaux sont appelés d'intégrer cette complexité dans leur processus de décision. La présence de médias représente un défi qui demande aux acteurs gouvernementaux et militaires de disposer en permanence d'une politique d'information et de communication.

En conclusion, nous pouvons dire, que des conflits susceptibles de menacer l'Allemagne dans son existence sont devenus invraisemblables. Dans le futur environnement stratégique, les risques militaires ne seront qu'un aspect parmi d'autres de la large gamme des facteurs déterminant la sécurité. La préservation de la sécurité doit être conçue comme une fonction de protection élargie. La communauté internationale est obligée de développer les instruments de prévention des conflits de manière à pouvoir assurer à l'avenir le désamorçage des crises avant même qu'elles ne franchissent le seuil de la guerre et de la violence.⁶

L'Allemagne comme les autres pays de l'Union européenne, doit tourner son regard bien au-delà de ses frontières.

⁴ *Concept Stratégique de l'Alliance*, Washington 23./24. Avril 1999, dans : Revue de l'OTAN, D7, Été 1999.

⁵ Naumann, Klaus : *Quo vadis NATO ? Das Risiko- und Einsatzspektrum der Zukunft*, dans : Truppenpraxis / Wehrausbildung N° 5/1999, p. 309.

⁶ Cf. Ministère fédéral de la Défense (allemand) : *Livre blanc 1994*, Bonn, 1994, p. 30.

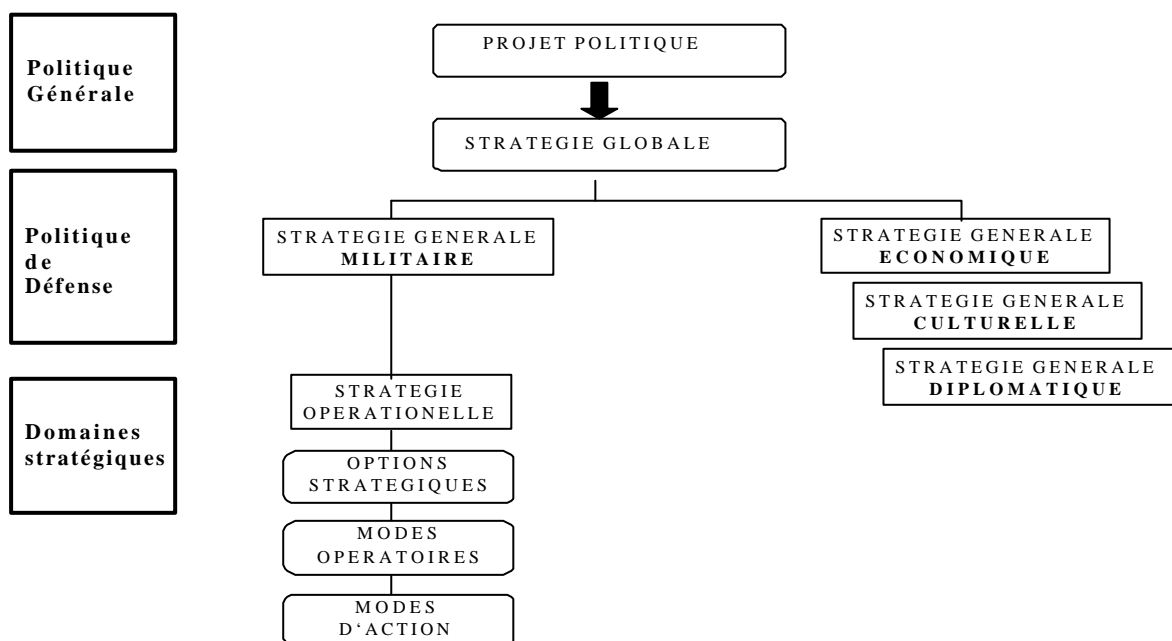
3. Une approche stratégique

3.1 Les niveaux de cohérence

En réponse aux nouveaux défis, le terme de sécurité est très largement défini. Il correspond à une vision qui postule que la présence des risques globaux associe à la politique de sécurité une dimension civile, économique, culturelle et militaire. Seulement cette approche étendue permet de transférer la stabilité dans les régions en crises dans le monde entier.⁷

Donc, une définition de la stratégie est au-dessus d'un cadre purement militaire. Si on parle de la globalisation de la stratégie, on se trouve directement confronté aux bouleversements intervenus depuis 1945 qui ont causé une inversion du rapport entre la guerre et la stratégie. La compréhension, que la stratégie traditionnelle ne se situait que dans la guerre, est remplacée par celle qui prétend que la stratégie aujourd'hui n'est plus limitée à la guerre.

“ La stratégie de la guerre, autrefois gouvernée par la stratégie militaire, ce qui donnait pour un temps la prééminence aux chefs militaires, relève maintenant d'une stratégie totale menée par les chefs de gouvernements, et où la stratégie militaire ne joue plus qu'un rôle subordonné. ”⁸ Le schéma ci-dessous montre les grands niveaux de cohérence qui découlent de ces réflexions⁹ :



⁷ Scharping, Rudolf: *Europäischer Pfeiler stärken. Deutsche Sicherheitspolitik und die neue NATO*, dans *Information für die Truppe (IfdT)*, N° 3/1999, p. 42.

⁸ Général Beaufre, André : *Stratégie pour demain*, chez: Coutau-Bégarie, Hervé : *Traité de stratégie*, 2ème édition, Paris, 1999, p.417.

⁹ Francart, Loup : *Maîtriser la violence, une option stratégique*, Paris, 1999, ISBN 2-7178-3879-1, p.20.

C'est le général Beaufre qui a développé ce concept de la stratégie totale. Le général Poirier, en trouvant cette conception trop restrictive, surtout pour la dissuasion nucléaire, a introduit systématiquement la notion de la stratégie intégrale. " Théorie et pratique de la manœuvre de l'ensemble des forces de toute nature, actuelles et potentielles, résultant de l'activité nationale, elle a pour but d'accomplir l'ensemble des fins définies par la politique générale". La stratégie intégrale combine " les résultats de la stratégie économique, culturelle et militaire..."¹⁰

La transformation sur le plan national allemand mène directement aux déficits existants. Les documents et réflexions, qui sont apparus depuis la fin de la confrontation Ouest – Est et la réunification de l'Allemagne, ne se sont pas encore adaptés à la nouvelle situation.

Les dossiers nationaux s'inscrivent normalement dans une logique consécutive et hiérarchique. Le *Weißbuch* (Livre Blanc), publié par le gouvernement allemand comme document de base dans le domaine de la politique de sécurité, se transforme d'abord dans une *Militärstrategische Zielsetzung* (MSZ), une directive signée par le ministre de la défense et coordonnée avec le ministre des affaires étrangères qui définit la finalité de la stratégie militaire nationale. Ensuite, il se retrouve dans une conception de la Bundeswehr : la conception stratégique de l'ensemble des forces armées signée par le Generalinspekteur der Bundeswehr, le chef d'état-major des armées.

Le Livre Blanc du 05 avril 1994 se trouve dans la logique de la stratégie globale dans laquelle sont intégrés les aspects politiques, militaires, économiques, sociaux et écologiques. Il a pour but la stabilisation de l'environnement européen, la prévention des conflits et la maîtrise des crises.¹¹ Une véritable stratégie militaire nationale manque actuellement.

En 1996, l'inspecteur général des armées a publié la conception de la Bundeswehr (partie missions et capacités) en se référant directement au Livre Blanc d'avril 1994. Le projet de débiter d'abord par un document maître définissant la finalité d'une stratégie militaire nationale a été abandonné entre temps.

¹⁰ Poirier, Lucien : *Stratégie théorique II*, chez : Coutau-Bégarie, Hervé : *Traité de stratégie*, 2ème édition, Paris, 1999, p.417.

¹¹ cf. Ministère de la Défense (allemand): *Livre Blanc*, op cit. ⁶ ,p.49, N° 409.

3.2 Stratégie globale – un modèle en cinq phases

Selon Coutau-Bégarie, la science stratégique allemande se trouve actuellement dans une situation difficile. “ Un pays comme l'Allemagne a presque complètement disparu de la science stratégique du fait de la perte de légitimité de l'institution militaire après 1945. Sa doctrine se signale par un alignement sur les positions de l'OTAN et donc des Etats-Unis. ”¹² Néanmoins, les défis et le contexte nouveau obligent à trouver une approche pour maîtriser des crises, mais sans négliger des constantes de la politique de sécurité.

Le rapport Harmel, publié en 1967, a initié une philosophie en matière de sécurité qui est basée sur les deux piliers défense et dialogue. Avec la fin de la Guerre Froide, l'Alliance atlantique a ajouté un troisième pilier, la coopération avec les anciens adversaires, par opposition à la confrontation¹³. Cette logique de stabilité pour assurer la sécurité en Europe est une constante de la politique de l'Allemagne.

Dieter Wellershoff, ancien chef d'état major des armées en Allemagne et président de la “ Bundessicherheitsakademie ”¹⁴, a développé un modèle qui représente une stratégie en cinq phases¹⁵:

Phase I	Détermination des intérêts nationaux et des objectifs de l'Etat
Phase II	Maîtrise de l'information
Phase III	Prévention des conflits
Phase IV	Actions contre des conflits en cours
Phase V	Réhabilitation

3.2.1 Détermination des intérêts nationaux et des objectifs de l'Etat

La première phase est au début caractérisée par la détermination des intérêts nationaux. Suite à la présupposition que, dans le contexte actuel, aucun Etat au monde ne peut réaliser ses objectifs seul, une comparaison avec les autres Etats concernant les intérêts communs est nécessaire. Le résultat est la construction et l'adaptation des structures internationales et régionales.

¹² Coutau-Bégarie Hervé : *Traité de stratégie*, 2ème édition, Paris, 1999, ISBN 2-7178-3928-3, p.413.

¹³ Cragg, Anthony : *Un nouveau Concept stratégique pour une ère nouvelle*, dans: Revue de l'OTAN, été 1999, p. 22.

¹⁴ L'institut fédéral des hautes études de politique de sécurité, qui relève du ministère de la Défense, Bonn.

¹⁵ Wellershoff, Dieter : *Mit Sicherheit. Neue Sicherheitspolitik zwischen gestern und morgen*, Bonn, 1999, ISBN 3-416-02859-7, p. 112 (et suivantes).

En Allemagne, ce processus est déjà bien développé. Dans le Livre Blanc (1994) sur la sécurité de la République fédérale de l'Allemagne, les objectifs de la politique étrangère et de sécurité sont fixés de la façon suivante :

“ 308. La politique extérieure et de sécurité allemande est centrée autour de cinq intérêts essentiels :

- assurer la liberté, la sécurité et le bien-être de la population et l'intégrité du territoire national ;
- promouvoir l'intégration des démocraties européennes dans l'Union européenne, car la démocratie, des structures d'Etat de droit et la prospérité en Europe signifient paix et sécurité également pour le peuple allemand ;
- maintenir, sur la base de valeurs partagées et d'intérêts analogues, l'alliance durable transatlantique avec les Etats-Unis en tant que puissance mondiale ; en effet, le potentiel américain est indispensable pour la stabilité internationale ;
- rapprocher nos voisins orientaux, dans un esprit d'harmonisation et de partenariat, des structures occidentales et organiser un nouvel ordre de sécurité coopérative qui réunit l'ensemble des nations européennes ;
- faire respecter planétairement le droit international et les droits de l'homme, et instaurer un ordre économique mondial équitable, fondé sur les règles de l'économie de marché ; car la sécurité des diverses nations ne peut être garantie que dans le cadre d'un système de sécurité globale assurant la paix, le droit et le bien-être à l'humanité tout entière. ”¹⁶

Le gouvernement actuel inscrit sa politique étrangère et de sécurité dans le même contexte et souligne la continuité dans ses publications récentes. Le ministre de la défense, Rudolf Scharping, a décrit cinq objectifs de la politique de sécurité.¹⁷ Selon lui, la politique extérieure et de sécurité allemande est centrée autour de cinq intérêts essentiels qui sont, à son avis des intérêts également européens :

¹⁶ Op. cit. ⁶, p. 42.

¹⁷ Scharping, Rudolf : *Grundlinien deutscher Sicherheitspolitik*, dans: Schriftenreihe der Führungsakademie der Bundeswehr Hamburg, Akademie-Information- FüAk-aktuell, Nr. 7/September 1999, ISSN 1436-5367, p. 3 (traduit par l'auteur).

1. assurer la liberté, la sécurité et le bien-être de la population et l'intégrité du territoire national ;
2. maintenir et promouvoir l'Alliance atlantique, qui est fondée sur la base de valeurs partagées, pour renforcer la sécurité dans l'espace euro-atlantique. L'Europe doit prendre, dans un partenariat stratégique avec les Etats-Unis, plus de responsabilité ;
3. approfondir et élargir l'intégration des démocraties européennes dans l'Union européenne ;
4. achever un ordre de sécurité coopérative qui réunit l'ensemble des nations européennes, en renforçant l'OSCE ;
5. faire respecter, dans le monde, les droits internationaux et les droits de l'homme ; contribuer à la préservation de la paix dans le monde en renforçant les Nations Unies.

Ces intérêts et ces objectifs montrent bien que l'intégration de l'Allemagne dans les institutions existantes reste un élément clé de sa politique de sécurité. Les projets comme la définition des objectifs communs au sein du Concept commun franco-allemand, en matière de sécurité et de défense d'une part, et la décision de construire avec ses partenaires une capacité de la défense pour l'Europe intégrée dans l'Union européenne d'autre part, soulignent l'ambition allemande de promouvoir et renforcer la coopération et l'intégration dans les structures internationales.

L'Allemagne fait partie de l'Union européenne, de l'UEO, des Nations Unies, de l'OSCE, du G8 et enfin de l'OTAN. La diversité conduit directement à la question concernant l'efficacité des structures internationales. Une réorganisation, surtout motivée par des budgets diminués, semble nécessaire dans l'avenir. Néanmoins, la valeur principale de chacune de ces institutions est le fait qu'elles constituent un forum de consultation et de négociation pour les pays participants.

Sur le plan de la prévention des conflits et la maîtrise des crises, chaque institution peut contribuer à une solution internationale.

3.2.2 Maîtrise de l'information

L'Information est un facteur primordial. L'objectif de prévention des conflits et de maîtrise des crises semble seulement réalisable quand les informations nécessaires sont disponibles à

temps. Les moyens de renseignement, soit les moyens techniques, soit les sources officielles ou les sources humaines, sont les bases. Un système d'évaluation, sur le plan national ou international, est ensuite obligatoire pour faire la corrélation finale. L'ambition des pays européens de se doter d'une capacité de renseignement stratégique indique le chemin à suivre pour renforcer leurs compétences à faire face aux crises.

La maîtrise de l'information permet une anticipation des crises et des conflits et la possibilité pour le politique de prendre une décision. Une appréciation de la situation, continuellement mise à jour, facilite en outre l'information du public dans une ambiance de transparence. La communication avec les media et le public est un challenge, surtout pendant un conflit. La présence de plusieurs destinataires simultanés défendant des intérêts différents, comme les militaires sur le théâtre d'opération, les familles des militaires engagés, les belligérants et les Alliés, augmente les difficultés et la complexité de ces communications.

3.2.3 Prévention des conflits

La meilleure politique de sécurité est celle, qui résout un conflit avant qu'il n'éclate.¹⁸ La diplomatie préventive et l'action sur les situations sont les deux grandes approches possibles de la prévention. La diplomatie préventive essaye d'influencer les acteurs potentiels d'un conflit à la veille de son déclenchement avec des actions à court terme. La deuxième conception de la prévention cherche à agir sur des situations préconflituelles bien avant qu'un conflit soit considéré comme probable.¹⁹ Dans les deux cas, les chances de succès seront plus élevées quand les pays s'engagent ensemble, surtout avec l'intégration de la puissance mondiale des Etats-Unis et de la puissance économique de l'Europe, en utilisant des structures internationales.

L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) dispose d'instruments efficaces sur le plan de la prévention. L'expérience récente de l'OSCE montre des résultats positifs. Le haut-commissaire aux minorités nationales est intervenu dans une douzaine de pays de l'Europe de l'Est et d'Asie. Suite à des interventions du haut-commissaire, des missions composées de diplomates des pays membres ont été mises en place, par exemple dans les Pays baltes, en Ukraine et en Croatie.

¹⁸ Wellershoff, Dieter, op. cit.¹⁵, p.118 (traduit par l'auteur).

¹⁹ Cf. Bertrand, Maurice: *Vers une stratégie de prévention des conflits ?*, dans: CESM, Bulletin de documentation, N°519, Octobre 1997, p. 7 (et suivantes).

Dans une situation conflictuelle, un déploiement des forces ou un renforcement des forces qui se trouvent déjà sur le théâtre d'opération, affichent clairement la volonté des grandes puissances, comme les Etats-Unis et l'Europe, d'agir ensemble, surtout quand le déploiement préventif se déroule dans un cadre multinational. Cette détermination augmente les risques pour un agresseur potentiel et est probablement capable d'éviter un déclenchement de conflits. En tout cas, les mesures militaires mettent en place un cadre d'action capable de faire gagner du temps pour la prise des mesures diplomatiques et économiques.

En résumé, on peut dire que les institutions internationales ont développé des instruments pour la prévention à court terme, quand les signes d'un conflit naissant sont déjà clairs.

Les conflits récents sur les Balkans ont bien montré les instruments d'une diplomatie préventive et d'un déploiement préventif de forces en Macédoine.

L'intention d'agir sur les situations préconflituelles semble plus ambitieuse et plus difficile à mettre en œuvre. Elle demande aux acteurs de mettre en place un processus. Deux exemples historiques peuvent illustrer la philosophie. La combinaison du plan Marshall de 1946 avec la création de la Communauté européenne a été en mesure de changer les politiques traditionnelles en Europe. La Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), commencée en 1972, a créé une ambiance de coopération et de confiance ; la source pour le développement, comme les négociations pour la réduction des armements nucléaires, l'adoption de la Perestroïka et de la Glasnost et la fin de la confrontation entre l'Est et l'Ouest.²⁰

Face aux problèmes et risques, qui se trouvent dans le monde entier, la mise en œuvre de stratégies à long terme paraît nécessaire. Le chemin peut être bien identifié et s'inscrit dans la logique de la stratégie globale. En conséquence, l'approche est très large, comporte des mesures politiques, économiques, diplomatiques, culturelles et militaires. Les champs d'actions peuvent être les suivants :

- les droits de l'homme et les droits des minorités ;
- une stratégie de développement, qui mène à une amélioration des problèmes sociaux et écologiques ;
- des structures régionales pour la coopération et le dialogue ;
- un système, qui assure le désarmement et le contrôle des armements.

²⁰ Cf. op. cit.¹⁹, p.10 (et suivantes).

3.2.4 Actions

L'échec d'une prévention des conflits nécessite des actions pour maîtriser les crises. Néanmoins, la diplomatie reste au centre des efforts nationaux et internationaux, en se transformant en une diplomatie de crise. Les organisations internationales ont développé des instruments pour mener des négociations avec les parties hostiles ou pour instaurer des contacts entre elles. Le secrétaire général de l'ONU joue un rôle primordial dans ce contexte. Dans l'avenir, *Monsieur PESC* qui représente la politique étrangère et de sécurité commune en Europe, peut augmenter la capacité européenne dans le processus de négociations. Le conflit du Kosovo montre l'application de cette diplomatie de crise, mais en même temps une faiblesse. L'intervention successive de l'OTAN, suivie par les Etats-Unis avec Richard Holbrooke, puis de l'OSCE et le groupe de contact a compliqué l'élaboration d'une option négociable et cohérente. Une leçon à tirer est " qu'il ne faut jamais changer de responsables pendant la période de gestion de la crise. "21

Les possibilités de réagir diplomatiquement face à une crise sont nombreuses, mais à la fin faibles. Généralement, c'est le conseil de sécurité de l'ONU qui s'occupe d'une crise et peut mettre en place des sanctions économiques, comme un embargo, ou des sanctions militaires pour renforcer la détermination de la communauté internationale.

3.2.5 Réhabilitation

La dernière phase est très souvent la plus compliquée. Le but est de terminer le conflit d'une manière durable. Suite à la destruction, la reconstruction matérielle semble avoir une priorité pour rétablir une vie quotidienne presque normale dans la zone de crise. Mais, au-delà, une normalité nécessite une réconciliation entre les hommes et les ethnies pour permettre par exemple le retour des réfugiés.

La réponse de la communauté internationale comprendra de mesures politiques, diplomatiques, économiques, sociales et militaires. L'exemple de la Bosnie montre bien, comment une force sous mandat international a réussi à mettre en place un environnement stable pour la réalisation de l'accord de Dayton.

²¹ Naumann, Klaus : *Retour d'expérience sur le Kosovo*, dans : traduction de l'article: Der Krieg gegen Serbien war ein Erfolg, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 01/10/1999, p. 2.

Un programme international pour la reconstruction du pays, les efforts pour le rétablissement d'un pouvoir politique autonome et l'investigation en ce qui concerne les actes criminels de la guerre constituent les initiatives complémentaires.

Une conséquence d'un conflit est généralement un isolement des belligérants. Sous réserve d'un développement positif, des actions politiques et diplomatiques initieront dans un premier temps une diminution de la mise à l'écart des belligérants pour arriver dans un deuxième temps à une réintégration dans les structures internationales.

3.2.6 Conclusions pour la politique extérieure et de la sécurité allemande

L'approche stratégique, ce qu'on a détaillé en dessus, s'inscrit dans la logique d'une stratégie globale. Comme conception générale, elle essaie de réaliser les objectifs de la politique étrangère et de sécurité en utilisant tous les moyens politiques, économiques, militaires, et autres.

La première conclusion découle directement de la phase "maîtrise de l'information". La capacité d'agir politiquement nécessite la compétence d'anticiper sur les conflits et les crises avec des moyens de renseignement appropriés. Les expériences de la guerre du Kosovo soulignent la dominance technique des Etats-Unis et en même temps la dépendance de l'Europe de ces capacités. L'Allemagne doit améliorer sa capacité de renseignement stratégique soit sur le plan national soit dans un cadre européen.

Les phases "prévention" et "action" ont montré l'importance d'une stratégie commune des pays dans les organisations internationales. Donc, la politique allemande doit participer activement au renforcement des organisations internationales dans les domaines de la prévention des conflits et de la maîtrise des crises. Les Nations Unies ont créé, avec l'Agenda pour la paix en 1992 et le supplément à l'Agenda pour la paix en 1995, un cadre général pour le déroulement des actions internationales. Le soutien financier et militaire de la mission de l'ONU au Timor oriental²², souligne à nouveau la volonté allemande de promouvoir les possibilités de l'ONU d'agir dans la gestion des crises. Un autre exemple représente le rôle actif que jouait l'Allemagne pendant la mise en œuvre de la stratégie nouvelle de l'Alliance atlantique. Avec ce concept, l'Alliance atlantique a renforcé sa capacité surtout dans les domaines de la maîtrise des crises.²³

²² Armin Blase, INTERFET gegen Terror, Bundeswehr hilft in Osttimor, IFDT 11-12/99, p. 26

²³ Anthony Cragg, Un nouveau Concept stratégique pour une ère nouvelle, revue de l'OTAN, été 1999, p. 19.

Pendant le sommet de Cologne en juin 1999, les pays européens sous la présidence de l'Allemagne ont annoncé leur objectif de développer une politique étrangère et de sécurité commune. L'Union européenne a bien déterminé sa volonté de se doter d'une capacité d'action autonome soutenue par des forces militaires crédibles. Ces efforts créent les conditions nécessaires " pour prendre des décisions quant à l'ensemble des activités de prévention des conflits et des missions de gestion des crises définies dans le traité sur l'Union européenne, les 'missions de Petersberg' ".²⁴

La prévention des conflits, mais aussi la phase de la réhabilitation exigent une conception politique à long terme avec une participation des différents domaines de la politique. Dans ce contexte, les politiques étrangère, de sécurité, économique, écologique, technologique et de développement forment un tout. Donc, les efforts nationaux doivent s'orienter vers une amélioration de la coopération interministérielle. Un exemple est la coopération en matière de développement que pratique l'Allemagne avec des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En vue de soutenir des actions de désarmement et de démobilisation, les pays qui mènent des actions pour réduire des dépenses excessives dans le domaine de l'armement bénéficient de crédits supplémentaires que les pays partenaires pourront investir dans des programmes de développement propres.²⁵

Dans un cadre international, particulièrement en Europe, la fonction de coordination peut être assurée par la politique étrangère et de sécurité commune, et surtout par son représentant le *Monsieur PESC*. Ce sera sa mission de former une politique cohérente en Europe à partir des conceptions individuelles des pays membres. Cette politique commune, orientée en fonction des intérêts européens, peut mener à une conception commune pour la prévention des conflits à long terme. Au-delà, elle permettrait d'utiliser la puissance économique de l'Union européenne dans les programmes communs de développement pour soutenir un rétablissement d'une région touchée par une crise.

La stratégie globale de niveau politique se transforme dans les différentes stratégies partielles comme la stratégie militaire, économique etc. Dans les prochains chapitres, nous voulons montrer plus particulièrement les conséquences qui en découlent pour la stratégie militaire.

²⁴ Déclaration du Conseil européen de Cologne concernant le renforcement de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense, 03/06/99, N° 1 et N° 2 ; voir aussi Annexe 3.

²⁵ Cf. Ministère fédérale de la Défense (allemand) : op. cit. ⁶, N° 212.

4. La stratégie militaire

4.1 L'approche nouvelle

La stratégie militaire, selon la compréhension de la stratégie, découle directement de la stratégie au niveau politique. Une conception qui reste en ligne avec la conclusion fondamentale de Clausewitz concernant la primauté de la politique : „La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens.“²⁶

Dans une stratégie militaire allemande, nous pouvons présupposer deux facteurs clés : D'une part, la défense du territoire national et la participation à la défense collective au sein de l'Alliance resteront dans une tâche prépondérante. D'autre part, l'Allemagne renoncera aussi dans l'avenir à se doter des moyens propres de la dissuasion nucléaire.

Généralement, la stratégie militaire a pour but d'atteindre un objectif militaire, ce dernier résultant de l'objectif politique. L'intégration de l'Allemagne dans les organisations internationales signifie en même temps une prise en charge d'une responsabilité et une participation active à des processus internationaux. La volonté politique de renforcer les capacités pour la prévention des conflits et la maîtrise des crises doit trouver sa traduction dans la mission pour les forces armées.

En suivant l'exemple de la stratégie militaire française²⁷, l'approche allemande peut s'appuyer sur trois grandes fonctions stratégiques : la prévention, la protection et la projection.

La prévention a pour but d'empêcher l'émergence des situations conflictuelles et notamment d'anticiper la réapparition d'une menace majeure contre l'Europe.“ Elle impose d'avoir un dispositif de renseignement autorisant l'anticipation, la préparation et la conduite de l'action, et de disposer en plus, des capacités de réaction immédiate pour le déploiement préventif de moyens terrestres, navals et aériens.

La protection comporte la capacité militaire de garantir la sécurité et l'intégrité du territoire national. Elle contribue à assurer la liberté d'action du gouvernement en mettant en place un dispositif pour la défense aérienne, la défense maritime du territoire et la défense opérationnelle du territoire.

La projection est orientée vers l'ensemble des interventions conduites hors des frontières de l'Allemagne. Elle suppose d'avoir des forces entraînées et projetables et des moyens de trans-

²⁶ Clausewitz, Carl von : *De la Guerre*, édition Gérard Lebovici, Paris, 1989, ISBN 2-85184-212-9, p. 51.

²⁷ Cf. Ministère de la Défense (français), état-major des armées : *Concept d'emploi des forces*, Paris, 1998, p. 17 (et suivantes).

port à long rayon d'action. On distingue la projection de puissance et la projection de forces. La projection de forces suppose le déploiement d'unités sur le terrain alors que la projection de puissance comporte l'emploi d'un armement de supériorité et l'action de forces spéciales.²⁸

La distinction précédente crée la base de départ pour les réflexions en ce qui concerne les options d'engagements possibles, la structure et le volume des forces nécessaires.

La conception de la Bundeswehr de janvier 1996 élabore le raisonnement militaro-stratégique selon six types de missions pour l'ensemble des forces armées :

1. la défense du territoire national ;
2. la réaction aux crises et la défense de l'Alliance hors de l'Europe centrale ;
3. la réaction aux crises hors du territoire de l'Alliance ;
4. les actions de sauvetage et d'évacuation de ressortissants ;
5. les actions d'assistance ;
6. la dissuasion et la sauvegarde de la stabilité.

Cette approche nécessite une modification pour prendre en compte le contexte actuel de la sécurité. Il semble en outre, que la détermination des scénarios de l'emploi des forces permettra une planification générique plus efficace.

Scénario 1 : Défense du territoire de l'Alliance en dehors de l'Allemagne

Scénario 2 : Conflit régional en dehors de l'Alliance

Scénario 3 : Action en faveur de la paix et du droit international

Scénario 4 : Actions de sauvetage et d'évacuation de ressortissants

Scénario 5 : Actions humanitaires et d'assistance

Scénario 6 : Résurgence d'une menace majeure contre l'Europe occidentale

Le scénario 1 souligne la solidarité au sein de l'Alliance atlantique. La menace viendrait des forces conventionnelles équivalentes à celles de l'Alliance. Le scénario est orienté vers la Méditerranée. Dans le scénario 2, la menace sur le théâtre d'opération viendrait aussi des forces conventionnelles, dotées des capacités militaires équivalentes à celles de la coalition engagée. Les risques seraient plus élevés si l'adversaire était capable de menacer directement le territoire allemand avec des missiles nucléaires ou conventionnels.

Sur le plan géographique, les scénarios concernent particulièrement l'Europe, le bassin méditerranéen, le Proche et le Moyen-Orient. Les scénarios 3, 4 et 5 n'ont généralement pas de

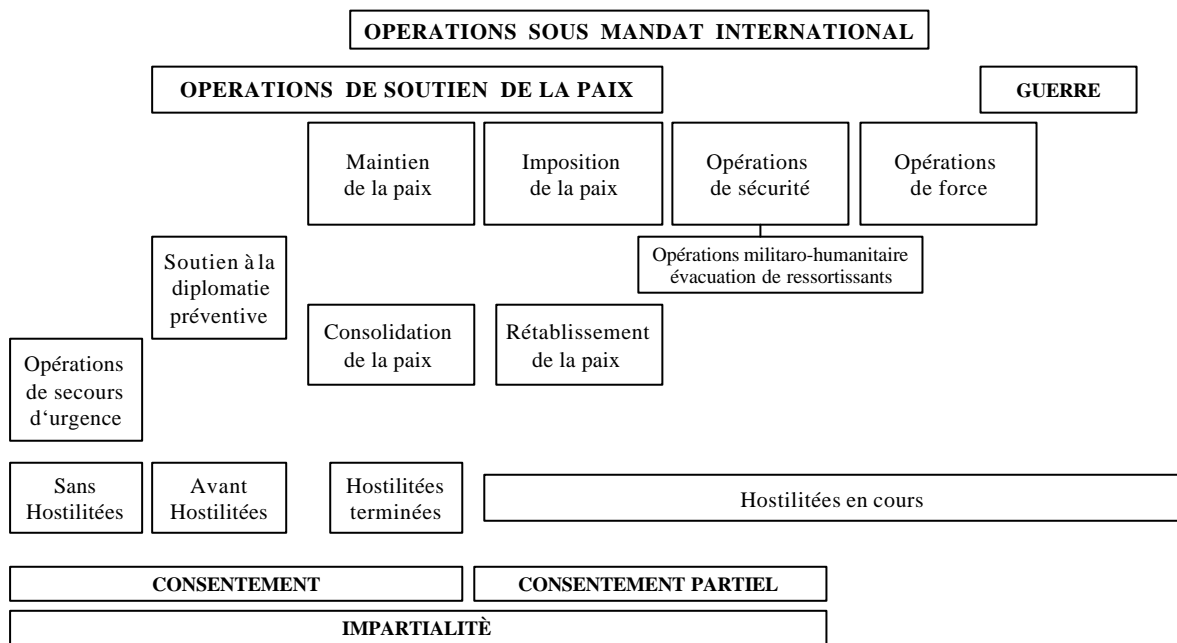
²⁸ Cf. op. cit.²⁷: p. 21.

sous-entendu géographique. Dans le scénario 3, les risques peuvent être très différents et nécessitent des opérations internationales bien adaptées. Les actions de sauvetage et d’évacuation de ressortissants et les actions d’assistance en cas de catastrophe naturelle ou d’aide humanitaire sont les seuls engagements qui se dérouleraient dans un cadre national.

Pour le scénario 6, on peut supposer que le contexte politique et les possibilités d’anticipation permettent d’avoir des délais suffisants pour adapter progressivement les capacités militaires.

4.2 Opérations militaires autres que la guerre

Les opérations militaires pour la prévention des conflits et la maîtrise des crises se trouvent dans les scénarios 2, 3, 4 et 5. Pour faire une distinction avec la guerre, ces opérations seront regroupées sous le terme “opérations militaires autre que la guerre”. Dans le diagramme ci-dessous²⁹, nous trouvons une typologie des opérations sous mandat international établie par



l’OTAN et reconnue par l’Allemagne. Bien que la terminologie et la compréhension ne soient pas encore unifiés dans les pays occidentaux, les organisations internationales permettent d’avoir une approche commune.

²⁹ Cf. Francart, Loup : op. cit.⁹, p. 144.

Les opérations militaires autres que la guerre peuvent être classées en trois catégories, à savoir les opérations de secours d'urgence, les opérations de sécurité et les opérations de soutien de la paix.³⁰

1. Les opérations de secours d'urgence.

Ces opérations sont déclenchées à la suite de catastrophes naturelles ou technologiques. Il s'agit d'opérations humanitaires et de solidarité internationale, liées aux besoins exprimés par la nation victime.

2. Les opérations de sécurité.

Ces opérations ont pour but d'assurer la sécurité des ressortissants ou la préservation de zones à caractère sensible, telles que les représentations diplomatiques, dans un environnement troublé ou menaçant.

3. Les opérations de soutien de la paix (OSP).

Les OSP sont des opérations multifonctionnelles conduites avec impartialité et impliquant des forces militaires et des organisations civiles, notamment humanitaires. Elles relèvent d'un mandat de la communauté internationale et visent une solution politique à long terme ou l'accomplissement d'autres buts spécifiés dans le mandat, par exemple des buts humanitaires. On peut distinguer six types d'OSP décrits ci-après.

- **les opérations de soutien à la diplomatie préventive** (*conflict prevention*) : Ces activités seront menées en vertu du chapitre VI de la charte des Nations Unies, elles vont des actions diplomatiques aux déploiements préventifs de forces pour éviter toute escalade ;
- **les opérations de maintien de la paix** (*peace keeping, PK*) : Ces opérations généralement se déroulent sous chapitre VI avec le consentement de toutes les parties pour faciliter l'application des accords de paix ;
- **les opérations d'imposition de la paix** (*peace enforcement, PE*) : Les opérations de nature coercitive seront menées en vertu du chapitre VII de la charte des Nations Unies, lorsque le consentement de toutes les parties n'est pas acquis ou reste incertain. Elles sont conçues pour restaurer la paix ou imposer les termes définis par le mandat en utilisant si nécessaire la force ou la menace d'emploi de la force. Ces opérations diffèrent de la guerre dans la mesure où une victoire militaire n'est pas recherchée. Elles englobent notamment la prévention des conflits ou la séparation de parties par la force ;
- **le rétablissement de la paix** (*peace making*) : Ces opérations relatives aux activités diplomatiques seront conduites dès le début d'un conflit pour mettre en place un cessez-le-

³⁰ Cf. NATO SACEUR/SACLANT Directive: NATO Doctrine for PSOs, NATO/Military Comitee 327.

feu ou un arrangement rapide et pacifique. Elles recouvrent l'apport de bons offices, la médiation, la conciliation et des actions telles que la pression diplomatique, l'isolation ou l'application de sanctions ;

- **la consolidation de la paix** (*peace building*) : Les opérations visent à consolider la paix et recouvrent des actions de soutien aux mesures politiques, économiques, sociales, militaires.

Les forces armées allemandes doivent être prêtes à participer à ces engagements multinationaux. Suite aux réflexions sur la stratégie militaire, nous devons traiter la stratégie opérationnelle pour mieux définir les défis et les besoins pour un engagement des forces armées.

5. La stratégie opérationnelle

5.1 Les nouvelles manœuvres de crise

La volonté d'agir implique le développement d'une stratégie opérationnelle et d'une doctrine d'emploi de force cohérente. Une intervention mandatée par une organisation internationale se déroule sous un objectif politique et un état final à rechercher bien définis.

Il n'existe pas une opération "standard" : chaque cas sera particulier. Caractérisé par des variables très différentes, comme les acteurs sur le théâtre d'opération, les puissances participantes, les intérêts touchés, les risques et menaces sur le théâtre. Les opérations de maintien de la paix nécessitent une nouvelle approche dans la pensée militaire. Le rôle des forces militaires ne consiste pas à s'opposer militairement aux combattants, mais s'inscrit dans l'idée de chercher à éviter la prolongation de la violence et dans celle d'imposer une volonté politique. L'obligation de mettre en place une solution politique doit se transformer en une doctrine d'emploi de forces adaptée.

5.2 Typologie des conflits

En suivant d'une approche américaine³¹, nous voulons présenter, tout d'abord, une distinction théorique des conflits qui fait la différence entre deux types de conflits fondamentales³²:

³¹ Cf. Francart, Loup : op. cit. ⁹, p. 74 (et suivantes).

D'une part il y a les conflits symétriques, dans lesquelles les antagonistes s'engagent pour des objectifs de même ordre, avec les mêmes moyens, en utilisant les mêmes modes d'action sur le terrain. Le conflit entre l'Ouest et l'Est et la guerre des Malouines sont des exemples pour ce type. D'autre part il se trouvent les conflits dissymétriques, dans lesquels il y a divergence entre les buts, les moyens, et les voies des parties en présence. C'est le cas de conflit comme celle de l'Afghanistan.

La communauté internationale est appelée à faire face à deux types de conflits : les conflits de souveraineté et les conflits identitaires.

Les conflits de souveraineté se dérouleraient généralement dans le cadre d'un conflit régional entre des puissances moyennes. La Guerre du Golfe est un bon exemple d'un tel conflit avec un caractère symétrique. L'intérêt des pays occidentaux est la stabilisation d'une région du globe en suivant la philosophie d'affronter les crises à l'endroit où elles naissent. A ce propos, l'engagement des forces est visé à imposer aux antagonistes le retour à la paix ou le règlement pacifique des crises. Pour participer aux engagements multinationaux, les armées occidentales doivent garder une capacité de décision sur le théâtre des opérations : Un noyau de forces lourdes, doté des systèmes d'armes aux technologies les plus performantes, entraîné et capable d'intervenir dans un contexte multinational. La faiblesse numérique peut être compensée par une supériorité technologique.

Les conflits identitaires sont les conflits entre populations de cultures différentes soit dans une même civilisation ou entre populations de civilisations différentes. Ces conflits qui se passent la plupart du temps au sein d'un Etat-nation, ne sont pas dominés par " une logique de puissance et d'intérêts matériels. Les acteurs combattent au nom de valeurs et de sens spécifiques. " ³³ Les conflits sont caractérisés par une violence déraisonnable qui se présente sous de multiples formes. Ils peuvent être symétriques, mais très souvent ils sont dissymétriques. Dans le cas dissymétrique, la partie dominante peut disposer d'une force constituée, dotée des armements plus au moins sophistiqués. D'autre partie est équipé avec un armement léger. Les confrontations entre les belligérants se déroulent dans un schéma d'action - réaction. Au terrorisme des uns répond la terreur exercée par les autres, à l'occupation répond la guérilla. Une force mandatée par une organisation internationale intervient dans un conflit pour préserver ou rétablir la paix. Elle s'interpose entre les belligérants en restant en dehors du conflit.

³² voir Annexe 4 : Une typologie théorique des conflits.

5.3 Maîtrise de la violence

Une force qui intervient dans un conflit pour préserver ou rétablir la paix est confrontée à des violences multiples. L'approche théorique d'une typologie de conflits et l'analyse de risques globaux paraissent insuffisants pour définir un cadre d'engagement des forces sur le théâtre d'opération et pour tirer des conclusions concernant les capacités militaires nécessaires pour un pays. Dans un contexte de maintien de la paix, l'efficacité d'une force militaire est directement liée à sa capacité de maîtriser la violence. Donc, nous devons étudier dans un premier temps les formes de violence possibles. Dans un deuxième temps, il nous faut donner une réponse à la question : Comment peut-on maîtriser la violence ?

Le Général Loup Francart distingue six types d'utilisation de la violence :³⁴

La violence engagée se présente par des actions de groupes. Les acteurs sont tout d'abord des organisations politiques devenues clandestines qui ont formé des milices, des groupes paramilitaires ou une guérilla. Avec des actions différentes surtout terroristes, ils essayent de déstabiliser l'ordre établi.

Les désordres sociaux et institutionnels sont à l'origine de la violence insurrectionnelle. Les manifestations peuvent avoir des formes très variées. En commençant par les grèves et les provocations des forces de l'ordre, elles peuvent prendre des formes plus radicales, comme les actes de vandalisme, les pillages, voire une guérilla urbaine.

Ces types de violence peuvent déclencher une violence institutionnelle, par un Etat totalitaire. La détection peut être difficile, quand la violence institutionnelle se déroule d'une manière discriminante à l'égard des individus et des groupes, mais dans un cadre légal. Elle est plus claire dans les formes extrêmes, par exemple la répression ou les actes de terreur de masse.

Une faiblesse politique ou les désordres permettent un développement d'activités illégales et l'apparition de la violence mafieuse utilisée par des criminels. Les manifestations de cette violence sont nombreuses. Elles commencent par des vols, des actes de piraterie, des agressions et peuvent mener à la guérilla urbaine, aux prises d'otages et aux actions terroristes.

Les violences citées sont très souvent accompagnées par la violence psychologique. Celle-ci touche particulièrement les individus, qui se trouvent déjà déstabilisés par d'autres formes de violences. Cette violence psychologique conduit à une aggravation de la situation.

Le dernier type est la non-violence qui est utilisée notamment dans un environnement urbain et médiatisé comme instrument de pression. Les formes en sont par exemple l'utilisation des femmes et des enfants en pseudo manifestation pacifique, le sit-in pour barrer une direction ou

³³ Francart, Loup : op. cit. .⁹, p. 77.

empêcher le déplacement de convois de troupes ou la manifestation de masse autour des postes de contrôle.

Une force mandatée sur un théâtre d'opération peut être confrontée à plusieurs types de violences exercées par des acteurs différents. Pour remplir sa mission de contrôler ou enfin dominer la violence, la force " mènera des actions de veille et vérification, de maîtrise de l'urgence humanitaire, de maîtrise des masses, de maîtrise de l'espace, de maîtrise des armements, de maîtrise de l'information, de maîtrise des forces en présence et participera au rétablissement de la vie de la cité " ³⁵.

5.3.1 La maîtrise des espaces³⁶

Dans les manœuvres de crises destinées à s'opposer à la violence sans adversaire désigné, la maîtrise de l'espace est un facteur clé. Dans ce contexte, la compréhension de la nouvelle complexité est indispensable. A côté des espaces physiques comme l'espace terrestre, aérien ou électromagnétique, nous devons prendre en compte d'autres dimensions. Les espaces structurels, dépendant de l'organisation de la vie politique et économique et les espaces humains, lieu d'identités et de cultures. La perception des lieux symboliques et les valeurs attachées au territoire peuvent être très différentes entre les acteurs. Ces aspects psychologiques sont importants pour comprendre le conflit, plus particulièrement pendant la maîtrise ultérieure de la crise, comme par exemple sur le plan stratégique, lorsque l'on développe un mode d'action pour la répartition de zones au Kosovo.

Une adaptation des outils d'analyse est nécessaire. L'analyse des espaces doit intégrer les facteurs humains et structurels.

La réponse à la nouvelle complexité de l'espace comporte au-delà au minimum deux points : la connaissance des relations politiques, économiques, historiques et culturelles d'une part et un progrès technique sur le plan de la cartographie numérique et des systèmes d'observation qui permettent une anticipation directe de la situation d'autre part.

5.3.2 La maîtrise de l'urgence humanitaire³⁷

³⁴ Cf. Francart, Loup, op.cit. ⁹, p. 24 (et suivantes).

³⁵ Francart, Loup : op. cit. ⁹, p. 175.

³⁶ Cf. Op. cit. ⁹, p. 176 (et suivantes).

³⁷ Cf. Francart, Loup : op. cit. ⁹, p. 266 (et suivantes).

L'assistance humanitaire peut être le seul but d'une opération ou faire partie d'une opération avec un objectif politique élargi. Les actions humanitaires cherchent à limiter directement les conséquences de la violence sur la population. Avec leurs capacités de contribuer à la stabilisation de la région, elles tiennent leur place dans les phases de prévention, d'action et de réhabilitation.

Les forces doivent traiter ce sujet très sérieusement, surtout parce que les actions humanitaires influencent l'opinion publique.. Les opérations sont marquées par une coopération étroite avec les nombreuses organisations humanitaires présentes sur le théâtre d'opération. Un autre défi est l'obligation de garantir une distribution des aides humanitaires sans interruption. Pour remplir cette dernière mission, la mise en place de corridors sera nécessaire afin d'empêcher le harcèlement des belligérants. La présence des ressortissants allemands ou européens sur le théâtre d'opération doit être prise en compte par une planification de l'évacuation des ressortissants.

5.3.3 La maîtrise de l'information³⁸

“ La capacité de communiquer et d'échanger des informations est au cœur même de la résolution des situations conflictuelles. ”³⁹ Le but d'un engagement est en outre et in fine de rétablir à nouveau un réseau de communications qui permette un déroulement normal de la vie politique, économique et culturelle. Dans ce contexte, une compréhension de l'information et de la communication au sens le plus large du terme est nécessaire. La recherche constante d'une connaissance complète de la situation permet, surtout pour les postes de commandement, de tenir compte, dans la planification, des informations concernant les parties du conflit, la situation amie et la situation générale, comme par exemple les conditions géographiques et climatiques, les traditions, la religion, la culture, les médias et les ressources disponibles. Cette transparence est nécessaire pour prendre des décisions soit au niveau stratégique, soit au niveau opérationnel. L'importance et la présence des médias spécialement dans la zone d'intervention, obligent à une collaboration étroite avec les représentants de la presse, la crédibilité des informations étant indispensable.

Une autre partie de la maîtrise de l'information est l'ensemble des efforts faits pour la sécurité des informations dans les procédures d'état-major ou dans les moyens techniques.

³⁸ Cf. op. cit. ⁹, p. 305 (et suivantes).

5.3.4 La maîtrise des armements⁴⁰

Le contrôle des armements et le désarmement sont des facteurs importants pour le règlement général de conflits et pour le retour à la paix. Ils ont une influence directe sur le conflit en changeant le rapport des forces entre les belligérants. Le résultat sera une certaine stabilité et une réduction des violences qui favorisent une réorganisation politique et la réalisation des actions militaires, économiques, humanitaires et diplomatiques. L'exemple du Kosovo a bien montré que la mise en œuvre d'un accord pose des problèmes au niveau politico-militaire et ensuite sur le terrain. L'absence de confiance et de volonté entre les parties peuvent empêcher un résultat basé sur un consensus. Les négociations doivent prendre en compte des aspects réels comme par exemple un rapport de forces existant, mais au-delà aussi les aspects psychologiques du désarmement. Une image mythique du guerrier, une idéalisation de la guerre ou la vue de la guerre comme une aventure représentent des facteurs émotionnels. En plus, les conflits et particulièrement l'armement sont très souvent des sources de profits et de pouvoir, un fait qui augmente les difficultés pour les négociations sur tous les niveaux. Le contrôle des armements et le désarmement sont des nouveaux défis pendant les opérations. En conséquence, à partir des expériences récentes en Bosnie ou au Kosovo, une formation qui couvre ces aspects, spécialement la capacité de négocier semble nécessaire.

5.3.5 La maîtrise des mouvements de masse⁴¹

La mission d'une force mandatée comporte généralement une protection de la population face à des belligérants. Une situation sur le théâtre d'opération qui est marquée par des forces publiques affaiblies ou absentes nécessite des mesures de protection élargies. Tout d'abord, une protection publique en défendant la population et les biens publics contre les auteurs de violence. Le mouvement des foules, qui peuvent empêcher les forces d'accomplir leur mission, peut obliger les forces mandatées à prendre des mesures vis-à-vis de la population en vue de conserver l'ordre public. Ce dernier point est nouveau et en même temps déterminant dans l'engagement actuel au Kosovo.

Les masses humaines, souvent instrumentalisées par des leaders politiques, peuvent agir consciemment ou être manipulées. Les chefs politiques sauront sans doute appliquer toutes les

³⁹ Francart, Loup : op. cit.⁹, p. 36.

⁴⁰ Cf. Francart, Loup : op. cit.⁹, p. 247 (et suivantes).

⁴¹ Cf. Francart, Loup : op. cit.⁹, p. 223 (et suivantes).

possibilités pour réaliser leurs ambitions. Des manifestations, des émeutes ou des résistances collectives sont des types d'action possibles. Les forces internationales, agissant en tiers dans un conflit, peuvent maîtriser cette violence avec les actions suivantes : le renseignement, la prévention, dont le but est d'éviter les rassemblements, et le contrôle, qui vise à empêcher l'escalade de la violence.

Une situation incontrôlable peut conduire au retrait de la force mandatée et l'échec global de la gestion de crise.

5.3.6 La maîtrise des forces⁴²

La maîtrise des forces a pour objectif de dominer la violence exercée par les belligérants sur les populations, leurs représentants et l'environnement. Pour mieux concrétiser cette menace, on peut s'imaginer par exemple des forces locales qui s'opposent à la réalisation du mandat de la force multinationale. La force multinationale, sur place pour assurer ou rétablir la sécurité d'un territoire troublé, se trouve confrontée à une difficulté : d'une part, la mission oblige à prendre des mesures et d'autre part, on ne doit pas entraîner la force dans une guerre en recherchant une victoire militaire. Les actions militaires doivent comporter un emploi mesuré de la force destiné vers la suppression de la violence exercée sur les populations.

Contrairement à une guerre ouverte, les actions de la force ne sont pas dirigées directement contre ce que Clausewitz appelle les "centres de gravité" de l'adversaire. Les engagements de forces visent à montrer la détermination de la coalition internationale en démontrant à un belligérant sa vulnérabilité ou une diminution de sa capacité militaire.

6. Les conséquences pour la Bundeswehr

Les chapitres précédents ont souligné l'importance et la nécessité de changer la façon de penser concernant les engagements sous mandat international pour le maintien de la paix. Ces engagements se déroulent généralement dans un contexte très complexe, strictement encadré dans un objectif politique. La démarche intellectuelle doit être nouvelle ; en sortant d'un monde binaire qui vient d'un contexte de la guerre froide marquée par les oppositions amis - ennemis, victoire – défaite ou offensive – défensive, " le but recherché par l'engagement mi-

⁴² Cf. op. cit.⁹, p. 343 (et suivantes).

litaire consiste toujours à imposer une volonté politique, mais dans le sens de la paix et non plus par la destruction des belligérants. ”⁴³

La politique étrangère et de sécurité allemande et plus particulièrement la doctrine d'emploi des forces pour la Bundeswehr doivent intégrer ce développement. En prenant en compte nos réflexions sur une évolution probable d'une stratégie militaire dans le chapitre 4, nous voulons tirer dans le suivant les conclusions pour une conception de la Bundeswehr. L'analyse est orientée spécialement vers des questions portant sur le commandement et la structure des forces.

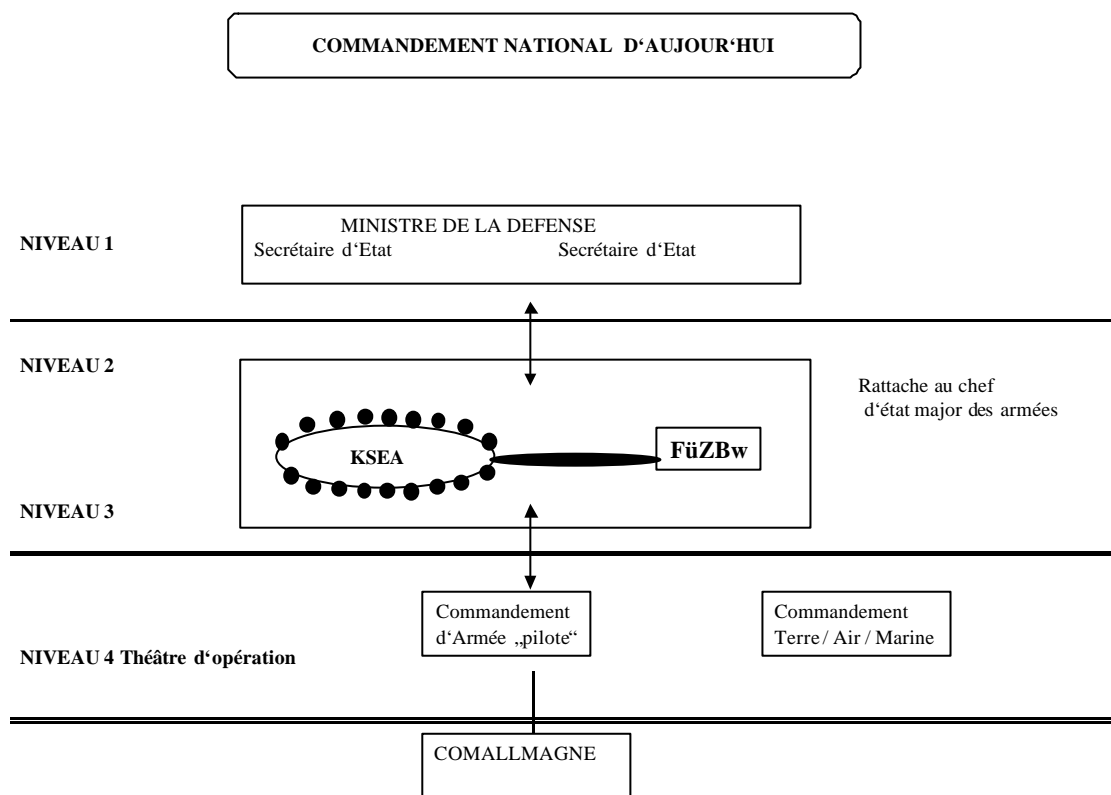
6.1 Commandement

6.1.1 La situation actuelle

Jusqu'en 1990, la planification d'éventuelles actions et opérations purement militaires de l'Allemagne ne prennent en compte que la défense en commun avec ses partenaires de l'Alliance, du territoire de la République fédérale d'Allemagne et de celui de l'OTAN. La participation aux actions internationales de gestion des crises, depuis la fin du conflit Est-Ouest et l'unification des deux Etats allemands en 1990, se déroule sous l'égide des Nations Unies. A cette époque, le ministère de la Défense ne disposait pas encore d'un élément spécial de commandement destiné à conduire de telles opérations de la Bundeswehr. Pour assurer la conduite des différentes actions, des solutions créées au cas par cas étaient nécessaires.

⁴³ Cf. Francart, Loup : op. cit.⁹, p. 81

Avec la création d'un Centre de commandement de la Bundeswehr (FüZBw) le 1 janvier 1995, l'Allemagne a renforcé sa capacité à exercer sa responsabilité de commandement lors des actions extérieures de la Bundeswehr. Le centre a pour vocation essentielle d'assurer les fonctions ministérielles de planification et de conduite opérationnelle et non le commandement immédiat des troupes sur le théâtre d'opération. Le commandement national distingue actuellement quatre niveaux différents. Le premier niveau est constitué par la direction du ministère de la Défense, le ministre et les deux secrétaires d'Etat titularisés, l'un responsable de la politique militaire et l'autre de toutes les questions relatives à la préparation et



l'exécution de l'action.

Au deuxième niveau, nous trouvons le Centre de commandement et l'état-major coordinateur " Missions opérationnelles de la Bundeswehr ". Le dernier représente les sous-directeurs ou sous-chefs d'état-major des directions civiles et divisions militaires du ministère de la Défense et est rattaché au chef d'état-major des armées.

Subordonné au ministère, au troisième niveau, le commandement de l'une des trois armées est responsable de la conduite de l'opération en tant que " commandement pilote ".

Afin d'établir un cadre interarmées, les autres commandements d'armée sont astreints à coopérer avec le commandement pilote. Le quatrième niveau se trouve généralement sur le théâtre d'opération. Le commandant des éléments allemands a pour mission d'assurer les intérêts

nationaux auprès de la nation hôte et de garantir que les décisions politiques nationales décidées par le ministre soient prises en considération à tout instant et de manière appropriée.⁴⁴

6.1.2 L'évolution possible

L'importance accrue de la gestion des crises dans un cadre international nécessite une capacité nationale de participer d'une manière cohérente, rapide et efficace au processus décisionnel au sein d'une organisation internationale.

Dans ce contexte, le concept de commandement actuel comporte des faiblesses qui sont marquées par trois facteurs. Tout d'abord, la position structurelle faible des conseillers principaux du décideur politique. Le Generalinspekteur, le chef d'état-major des armées, est responsable devant le ministre de l'élaboration d'une conception générale de la planification de la défense nationale, mais, il n'a pas la fonction d'un commandant en chef des forces armées. Les chefs d'état-major des trois armées, ne sont pas, eux non plus, des chefs d'état-major classiques.⁴⁵ Ensuite, la capacité limitée du centre de commandement et sa position au sein du ministère. Le placement du centre sous l'autorité du chef d'état-major des armées n'affecte en rien les prérogatives des chefs d'état-major des trois armées concernant le commandement.

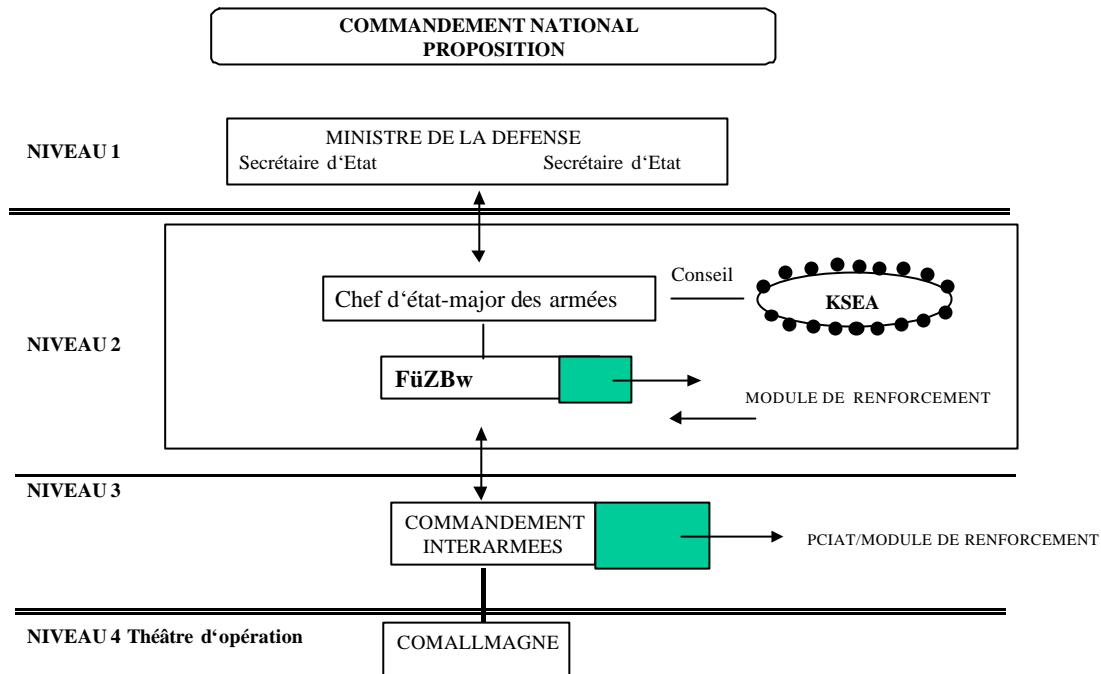
Enfin, la construction d'un commandement d'armée "pilote" au troisième niveau ne correspond pas au défi *interarmées* des engagements sur le plan international et national.

Une évolution des structures de commandement en Allemagne doit renforcer la capacité stratégique et l'aspect *interarmées*, en prenant en compte le développement récent dans l'Union européenne de la notion d'une Europe de la Défense.

⁴⁴ Cf. Ministère fédéral de la Défense (allemand) : *Le Centre de Commandement de la Bundeswehr*, exposé non publié, novembre 1996.

⁴⁵ Cf. Millotat, Christian et Michel Stollsteiner, *Le service d'état-major général de la Bundeswehr*, dans:

Le schéma suivant montre un résultat possible :



Le deuxième niveau donne au chef d'état-major des armées, une importance et une responsabilité plus élevées, car il est surtout doté d'une fonction de commandant en chef des forces armées. Les chefs d'état-major des trois armées sont responsables de leur armée et conseillent le chef d'état-major d'armée dans les questions spécifiques. Le centre de commandement, directement subordonné sous l'autorité du chef d'état-major des armées, est la cellule de planification et de conduite des opérations de la Bundeswehr en temps de paix, hors du territoire allemand et dans la gestion des crises. La volonté de l'Allemagne de promouvoir activement la mise en place d'une capacité militaire autonome en Europe a une influence directe sur le centre de commandement. Comparable avec le *Centre opérationnel interarmées* à Paris et le *PJHQ* près de Londres, il doit être capable d'intégrer des modules de renforcement qui viendront des autres pays de l'Europe. Doté de ces éléments interalliés et interarmées, la mission du Centre de commandement serait la planification et la conduite d'une opération européenne dans la gestion des crises.

Parallèlement à cette évolution, l'établissement d'un seul commandement opérationnel au troisième niveau permet d'avoir une capacité interarmées. Ce commandement pourrait être le

noyau d'un poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) pendant un engagement international ou pourrait renforcer un PCIAT déjà installé, par exemple par la France.

6.2 Forces

La participation de la Bundeswehr à des opérations de crises est le cas d'intervention le plus probable. Donc, la réponse à ce défi nécessite des capacités clés qui ne sont pas encore entièrement disponibles au sein des forces armées allemandes. Le chef d'état-major des armées a cerné les domaines essentiels :⁴⁶

- le renseignement stratégique ;
- les capacités terrestres, aériennes et maritimes pour la projection des forces ;
- les systèmes de commandement et de communications entre des postes de commandement et à grande distance ;
- la protection sur le terrain, surtout antimissile ;
- la durabilité sur le plan du personnel et de la logistique.

Le besoin nécessaire dans chaque domaine dépend directement d'une définition géographique des opérations probables. Les intérêts de l'Allemagne ne précisent pas d'aire géographique. Le chef d'état-major a mentionné dans son exposé devant les généraux de la Bundeswehr, que les deux missions principales sont d'une part la participation à la gestion des crises dans un contexte multinational dans la périphérie de l'Alliance atlantique, et d'autre part, éventuellement, le renforcement d'un autre pays membre de l'Alliance dans le cas de la défense collective. Le terme "périphérie de l'Alliance" comporte une limitation géographique. Il reste à la préciser et peut-être à l'élargir dans le débat actuel sur la Défense européenne. Au-delà, l'engagement au Cambodge en 1992, en Somalie en 1993 ou au Timor en 1999 ont bien montré que des opérations en faveur de la paix, surtout des actions humanitaires, ne connaissent pas de limites géographiques.

6.2.1 La structure de la force

⁴⁶ Général von Kirchbach, Hans-Peter: *Rede des Generalinspektors der Bundeswehr*, Kommandeurtagung Hamburg, le 29 novembre 1999.

La *Commission sur le futur de la Bundeswehr* présentera ses propositions sur la structure, le volume et les équipements de forces au printemps 2000. Ces propositions doivent s'orienter vers la réalité actuelle. Au-delà d'une défense du territoire et de la défense collective, nous avons montré, que la communauté internationale est appelée à faire face à deux types de conflits : les conflits de souveraineté et les conflits identitaires.

L'intervention dans un conflit de souveraineté, comme la Guerre du Golfe, paraît seulement possible si la Bundeswehr garde à l'avenir un noyau de forces lourdes. Grâce aux engagements multinationaux et aux systèmes d'armes à la technologie la plus performante, le volume de cette catégorie peut être limité. Néanmoins, la situation géographique, contrairement à ses voisins de l'Ouest, oblige l'Allemagne à prévoir une autre capacité et surtout une possibilité de renforcer, sous bref délai, son dispositif.

Pour les engagements dans les conflits identitaires la Bundeswehr doit prendre des mesures afin d'améliorer ses capacités. L'équipement semble trop lourd et pourrait être remplacé par des moyens légers en vue de faciliter la projection vers un théâtre d'opération. Les lacunes qui existent dans les domaines du transport stratégique et du renseignement sont identifiées, une solution est envisagée dans un contexte européen. L'initiative allemande de mise en place d'un commandement européen pour le transport aérien montre le chemin à suivre.

De plus, l'Allemagne doit réfléchir à des capacités nouvelles, comme par exemple la participation aux forces amphibies ou au groupe aéronaval sur le plan européen.

Pour participer aux opérations de gestion des crises, la Bundeswehr possède actuellement des unités de forces de réaction aux crises. Ces unités sont entraînées, professionnalisées et rapidement disponibles. En juin 1999, suite aux expériences des Balkans, le ministre de la Défense a décidé de renforcer la partie terrestre de ces forces à 50000 hommes. La création de forces spéciales permet une contribution allemande aux opérations correspondantes, surtout dans un contexte de l'évacuation de ressortissants. La conscription reste valable pour les autres unités et assure la possibilité d'augmenter le volume de forces en cas d'urgence.

Le volume des unités des forces de réaction aux crises semble, selon les expériences récentes, bien adapté au besoin de participer aux opérations sous mandat international. Une nouvelle organisation plus souple et plus orientée vers la modularité pourrait aider à la mise en place d'une force parfaitement adaptée au défi d'une opération spécifique.

6.2.2 La formation

Le cadre d'emploi des forces a bien évolué. La multinationalité est un facteur clé dans les opérations en faveur de la paix. En conséquence, la formation est obligée de préparer les militaires aux nouveaux défis. Les connaissances des procédures communes, la maîtrise des langues, surtout l'anglais, et la capacité d'utiliser des moyens d'information et de communication se placent au milieu des efforts. En plus, l'enseignement doit intégrer des facteurs psychologiques et culturels. Les pays qui participent aux opérations en faveur de la paix sont nombreux et possèdent une culture générale et militaire très différente. Un militaire, apte pour la multinationalité, doit prendre en compte cet aspect dans son comportement en montrant une tolérance auprès d'autres cultures.

L'intervention dans les conflits confronte l'armée très souvent à une violence déraisonnable qui se présente sous de multiples formes. La force mandatée, qui intervient dans les conflits pour préserver ou rétablir la paix, a pour mission de s'interposer aux belligérants en restant hors du conflit. La compréhension des conflits d'une part et le nouveau rôle des forces armées d'autre part représentent deux points importants pour l'enseignement.

Les particularités des missions en faveur de la paix nécessitent de former les forces aux techniques nouvelles. La maîtrise des armements et la maîtrise des mouvements de masses montrent l'importance d'avoir une compétence de négociation. Au-delà, les connaissances de base pour la maîtrise de rassemblements, généralement situées dans un contexte de maintien de l'ordre par les forces de police, sont également nécessaires pour les forces armées.

La Bundeswehr tient compte des nouveaux défis, en adaptant les programmes aux institutions d'enseignement. En plus, dans le cas de la participation à une opération, une formation complémentaire aura lieu dans un premier temps dans les garnisons des unités avant qu'elles ne soient réunies en groupement opérationnel. Dans un deuxième temps, la formation sera perfectionnée par une instruction finale dans le contingent opérationnel complétée d'une formation complémentaire des chefs et des spécialistes.

7. Les perspectives d'avenir

La prévention des conflits et la maîtrise des crises se trouvent au centre de la politique étrangère et de sécurité allemande. La participation dans les crises récentes des Balkans souligne que l'Allemagne est en train d'accepter sa nouvelle responsabilité dans le monde après l'unification en 1990. Sa position géostratégique au centre de l'Europe, sa grandeur géographique et sa puissance économique donnent à l'Allemagne un rôle clé dans la création d'un environnement de sécurité stable en Europe.⁴⁷

Cette nouvelle responsabilité comporte la nécessité de faire évoluer la stratégie militaire et de former une Bundeswehr qui reste capable de travailler au sein de l'Alliance atlantique et qui augmente sa capacité de coopérer au sein d'une Défense européenne.

La politique étrangère et de sécurité allemande s'inscrit dans une logique de stratégie globale. Cette conception théorique paraît parfaitement adaptée pour répondre à la nouvelle conflictualité. Dans ce contexte, l'Allemagne doit renforcer ses efforts pour améliorer la coopération interministérielle. Seule une approche étendue qui intègre toutes les dimensions politique, civile, économique, culturelle ou militaire, peut amener la stabilité dans les régions en crises du monde entier.

Au printemps 2000, la *Commission sur le futur de la Bundeswehr* présentera sa vision en ce qui concerne la mission, le volume, la structure et les équipements de la Bundeswehr. Le ministre de la Défense a caractérisé la situation actuelle comme un tournant de la politique allemande qui est comparable au réarmement de l'Allemagne et à l'introduction de la conscription après la Deuxième Guerre Mondiale ou au premier engagement de la Bundeswehr en dehors du territoire allemand.

L'Allemagne doit se doter d'une stratégie militaire et d'une stratégie opérationnelle d'emploi des forces qui prenne plus en compte le nouveau contexte de sécurité. A ce propos, l'intégration de l'Allemagne dans les institutions internationales reste un élément clé de sa politique de sécurité. En conséquence, la volonté politique vise à un renforcement de ces organisations, plus spécialement de l'ONU, de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'OSCE.

L'Europe de la Défense et la mise en place d'une politique étrangère et de sécurité commune se trouvent définitivement au cœur des ambitions de la politique allemande.

L'Union européenne constitue un cadre préféré surtout pour la prévention des conflits et la maîtrise des crises.

La réalisation de projets ambitieux, en ce qui concerne la prévention des conflits, se trouve en dehors de la capacité d'un seul pays. L'Union européenne constitue une puissance économique qui est capable de réaliser des objectifs politiques de longue durée.

La guerre au Kosovo a bien montré les lacunes qui existent par exemple sur le plan renseignement, du transport stratégique ou du commandement. L'Allemagne soutient une approche commune pour couvrir les besoins. Il semble au-delà, que seul ce chemin puisse doter l'Union européenne de capacités militaires autonomes propres à agir dans un bref délai.

Pour améliorer l'efficacité et la crédibilité d'une politique étrangère et de sécurité commune en Europe, la définition des intérêts communs de l'Europe sera nécessaire dans un premier temps. Ceci permettra de mettre en place, dans un deuxième temps, une stratégie globale pour l'Europe. Cette stratégie augmenterait la capacité européenne de prévenir les conflits et de maîtriser les crises et renforcerait le rôle de l'Europe dans le monde entier.

⁴⁷ Scharping, Rudolf, *Grundlinien deutscher Sicherheitspolitik*, dans: Schriftenreihe der Führungsakademie der Bundeswehr Hamburg, Akademie-Information-FüAk-aktuell, N° 7/1999, ISSN 1436-5367, p. 16.

Annexe 1 : Bibliographie

1. Livres :

- Baratta, Mario von (Editeur): *Der Fischer Weltalmanach 2000*, Francfort, 1999, ISBN 3-596-72000-1.
- Beaufre, André: *Introduction à la stratégie*, Paris, 1998, ISBN 2-01-278902-1.
- Clausewitz, Carl von : *De la Guerre*, éditions Gérard Lebovici, Paris, 1989, ISBN 2-85184-212-9.
- Coutau-Bégarie, Hervé: *Traité de Stratégie*, 2ème édition, Paris, 1999, ISBN 2-7178-3928-3.
- Dumond, Jean-Michel et Philippe Setton: *La politique étrangère et de sécurité commune (PESC)*, La documentation française, Paris, 1999, ISBN 2-11-003944-2.
- Francart, Loup: *Maîtriser la violence. Une option stratégique*, Paris, 1999, ISBN 2-7178-3879-1.
- Montbrial Thierry et Pierre Jacques (éditeurs) : *RAMSES 99*, Institut français des relations internationales, Paris, 1998, ISBN 2-10-004099-5.
- Scharping, Rudolf: *Wir dürfen nicht wegsehen. Der Kosovo-Krieg und Europa*, Berlin, 1999, ISBN 3-550-07106-x.
- Sun Zi : *L'art de la Guerre*, traduction et édition critique par Valérie Niquet-Cabestan, Paris, 1990, ISBN 2-7178-1826-x.
- Wellershoff, Dieter: *Mit Sicherheit. Neue Sicherheitspolitik zwischen gestern und morgen*, Bonn, 1999, ISBN 3-416-02859-7.

2. Articles :

- Bertrand, Maurice : *Vers une stratégie de prévention des conflits ?*, dans : Bulletin de documentation N° 519/octobre 1997.
- Blase, Armin : *INTERFET gegen Terror. Bundeswehr hilft in Osttimor*, dans: Information für die Truppe (IfdT), N° 11-12/1999.
- Cragg, Anthony : *Un nouveau Concept stratégique pour une ère nouvelle*, dans : Revue de l'OTAN, Été 1999.
- Ehrhart, Hans-Georg : *A quoi sert la „Commission sur l'organisation de la Bundeswehr“ ?*, Cirpes – Le Débat Stratégique, N° 43/1999.(www.ehess.fr/cirpes/).

- Kostelnik, Frank : *Bundeswehr und deutsche Außenpolitik*, dans: Bundesministerium der Verteidigung (Editeur), Reader Sicherheitspolitik, Die Bundeswehr vor neuen Herausforderungen, Ergänzungslieferung, N° 11-12/1999.
- Millotat, Christian et Michel Stollsteiner : *Le service d'état-major général dans la Bundeswehr*, dans : Défense Nationale, mars 1999, p. 90-101.
- Naumann, Klaus : *Quo vadis NATO ? Das Risiko- und Einsatzspektrum der Zukunft*, dans : Truppenpraxis/Wehrausbildung, N° 5/1999.
- Naumann, Klaus : *Retour d'expérience sur le KOSOVO*, traduction de l'article :Der Krieg gegen Serbien war ein Erfolg, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 01.10.1999.
- Reschke, Jörg-Eckart : *Sicherheitspolitik in neuen Dimensionen*, dans : Mittler-Brief, I. Quartal 1999.
- Ronai, Maurice : *Le nouveau concept stratégique de l'OTAN porte la marque des désaccords euro-américains*, dans : CIRPES – Le Débat Stratégique, N° 44/1999.(www.ehess.fr/cirpes/)
- Scharping, Rudolf : *Europäischen Pfeiler stärken. Deutsche Sicherheitspolitik und die Neue NATO*, dans : Information für die Truppe (IfdT), N° 3/1999.
- Scharping, Rudolf : *Grundlinien deutscher Sicherheitspolitik*, dans : Schriftenreihe der Führungsakademie der Bundeswehr Hamburg, Akademie-Information-FüAk-aktuell, N° 7/1999, ISSN 1436-5367.
- Schoellgen, Gregor : *Geschichte als Argument / Was kann und was muß die deutsche Großmacht auf dem Weg uns 21ste Jahrhundert tun ?*, dans : Internationale Politik, N° 2/1997.
- Stürmer, Michael : *Wohin die Bundeswehr. Über Diplomatie, Strategie und Bündnistreue*, dans : Internationale Politik, N° 4/1995.

3. Sources diverses :

1. Le chef d'état-major de l'armée de terre allemande, *Réflexions sur la conduite des opérations dans l'armée de terre allemande. La nouvelle approche*, Brochure publié à l'occasion de la réunion 1998 des généraux de l'armée de terre.
2. DICOD, *Les enseignements du KOSOVO*, Paris, novembre 1999.
3. *Concept Stratégique de l'Alliance*, Revue de l'OTAN, D7, Été 1999.

4. Ministère fédéral de la Défense (allemand) : *Livre Blanc 1994 sur la sécurité de la République fédérale d'Allemagne et la situation et l'avenir de la Bundeswehr*, Bonn, 1994.
5. Déclaration du Conseil européen de Cologne concernant le renforcement de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense, *UE, Presse, N° 122/99*.
6. *Scharping, Rudolf* : Perspektiven der Europäischen Sicherheits- und Verteidigungspolitik vor dem Gipfel in Helsinki, *IHEDN, 30 novembre 1999*.
7. *Ministère fédéral de la Défense (allemand)* : Le Centre de Commandement de la Bundeswehr, *exposé non publié, novembre 1996*.
8. *Le chef d'état-major des armées, le général Hans Peter von Kirchbach* : Die Bundeswehr – Armee im Einsatz. Standortbestimmung und Perspektiven, *discours du Generalinspekteur de la Bundeswehr pendant la Kommandeurtagung de la Bundeswehr, Hamburg, 29. Novembre 1999*.
9. *Secrétariat du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité*, Chronologie de la coopération franco - allemande en matière de défense et de sécurité, *Paris, 03/1998*.
10. *Ministère fédéral de la Défense (allemand)* : Konzeption der Bundeswehr/Teil Aufgaben und Fähigkeiten, (*Conception de la Bundeswehr / partie missions et capacités*), *Etat-major des Armées (FüS) VI.2, Bonn, 15.01.1996*.
11. *Ministère fédéral de la Défense (allemand)* : Bestandsaufnahme. Die Bundeswehr an der Schwelle zum 21. Jahrhundert, *Bonn, 1999*.
12. *Ministère de la Défense (français), état-major des armées* : Concept d'emploi des forces, *Paris, 1998*.
13. *Ministère de la Défense (français), état-major de l'armée de terre* : Mémento sur l'action des forces terrestres au sein des forces armées, *édition provisoire, Paris, 1997*.
14. *NATO SACEUR/SACLANT Directive* : NATO Doctrine for Peace Support Operations, *NATO/Military Committee 327*.

Annexe 2 : Liste d'abréviation

CEMA	Chef d'état-major des armées	
CSCE	Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe	
FüZBw	Centre de commandement de la Bundeswehr	Führungszentrum der Bundeswehr
G8	Groupe de huit pays industrialisés les plus importants	Gruppe der Acht wichtigsten Industriestaaten
IFOR		Implementation Force
INTERFET		International Force East Timor
KFOR		Kosovo Force
KSEA	Etat-major coordinateur « Missions opérationnelles de la Bundeswehr »	Koordinierungsstab für Einsatzaufgaben
MSZ	Fixation des objectifs militaro-stratégiques	Militärstrategische Zielsetzung
ONU	Organisation des Nations Unies	
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe	
OSP	Opérations de soutien de la paix	
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	
PCIAT	Poste de commandement interarmées de théâtre	
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune	
PJHQ	Poste de commandement interarmées permanente	Permanent Joint Headquarter
PSO		Peace Support Operations
SFOR		Stabilization Force
SPD	Parti social-démocrate	Sozialdemokratische Partei Deutschlands
UE	Union européenne	
UEO	Union de l'Europe occidentale	

Annexe 3 : Missions de Petersberg



UEO - Déclaration de Petersberg (extrait) du 19 juin 1992⁴⁸

...

II. Sur le renforcement du rôle opérationnel de l'UEO

1. Conformément à la décision de développer l'UEO en tant que composante de défense de l'Union européenne et comme moyen de renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique figurant dans la Déclaration des Etats membres de l'UEO rendue publique à Maastricht le 10 décembre 1991, les Etats membres de l'UEO ont poursuivi l'examen et la définition des missions, structures et moyens appropriés, couvrant en particulier une cellule de planification de l'UEO et des unités militaires relevant de l'UEO, afin de renforcer son rôle opérationnel.

...

4. Outre une contribution à la défense commune dans le cadre de l'application de l'Article 5 du Traité de Washington et de l'Article V du Traité de Bruxelles modifié, les unités militaires des Etats membres de l'UEO, agissant sous l'autorité de l'UEO, pourraient être utilisées pour :
 - des missions humanitaires ou d'évacuation de ressortissants ;
 - des missions de maintien de la paix ;
 - des missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la paix.

...

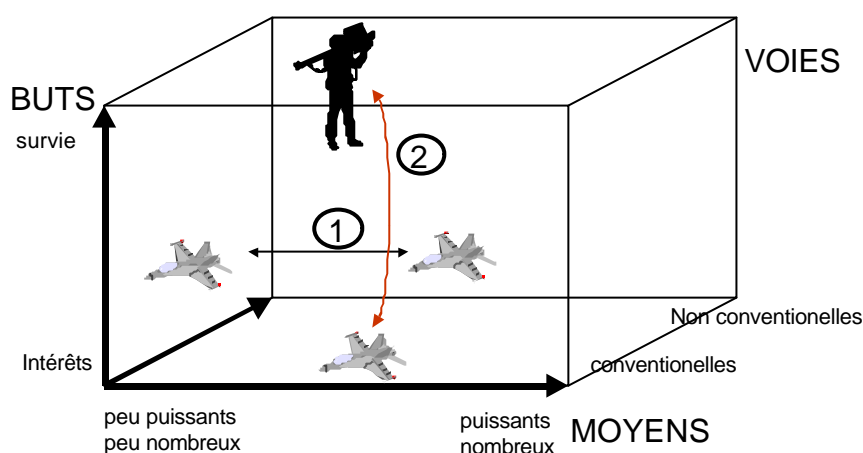
⁴⁸ Déclaration de Petersberg, Bonn, 19 juin 1992, www.weu.int

Annexe 4 : Une typologie théorique des conflits¹⁾

1. La distinction théorique

L'éventail actuel des conflits rend impossible l'établissement d'une typologie simple permettant d'identifier les capacités nécessaires pour y faire face.

Néanmoins, dans une approche théorique, on peut distinguer deux types extrêmes de conflits :



- **les conflits symétriques (1)** dans lesquels les antagonistes ont des buts du même ordre et utilisent des moyens et de voies assez semblables : cela aurait été le cas d'un conflit entre l'ouest et l'est, cela l'a été à un moindre degré lors de la Guerre des Malouines et de la Guerre du Golfe ;
- **les conflits dissymétriques (2)** dans lesquels il y a divergence entre les buts, les moyens, et/ou les voies des parties en présence : c'est le cas de conflit comme celui de la Tchétchénie.

La plupart des conflits se situent entre les deux extrêmes identifiés, c'est-à-dire plus à moins symétriques ou dissymétriques. Elle est cependant utile, car elle permet de caractériser les forces à engager : organisation, types de forces, armements, modes d'action, entraînement spécifique, etc.

1) Ministère de la Défense, état-major de l'armée de terre: *Mémento sur l'action des forces terrestres au sein des forces armées*, édition provisoire, Paris, 1997, p. 1-6 (et suivantes).

2. Les conflits symétriques

Aussi longtemps qu'une majorité des nations du monde continuera à s'équiper de systèmes d'arme toujours plus avancés sur le plan technique, il existera un risque de conflit régional majeur entre des forces aéro-blindée-mécanisées, équipées et entraînées à un niveau élevé.

Caractéristiques :

- conflits bref, mais de haute intensité ;
- batailles évitant probablement de zones urbaines, mais nécessitant leur contrôle ;
- très médiatisées ;
- équipements lourds, de technologie avancée ;
- forces professionnelles très entraînées, mais peu nombreuses.

Conséquences :

- planification à long terme et un investissement continu ;
- importance du renseignement sur la totalité du théâtre ;
- maîtrise du spectre électromagnétique ;
- intégration du feu et du mouvement ;
- engagements sur plusieurs objectifs simultanément ;
- rythme et consommations élevés.

3. Les conflits dissymétriques

Les organisations étatiques et non étatiques recourent de plus en plus à des actes terroristes et criminels pour atteindre leur but. Moins coûteux, ils frappent l'adversaire là où il est le plus vulnérable.

Caractéristiques :

- très probables et de longue durée ;
- stratégie de survie à long terme des guérillas opposée à la logique de succès rapide ;
- imbrications entre civils et militaires ;
- actions en zone urbaine ;
- pas de distinction entre contact, arrière et profondeur.

Conséquences :

- objectifs militaires plus étroitement contrôlés par le politique ;
- souveraineté du pays hôte ;
- maîtrise de l'espace terrestre indispensable ;
- prédominance du renseignement de milieu ;
- utilisation sélective des capacités militaires.

Annexe 5 : L'Agenda pour la paix¹⁾



Avec l'**Agenda pour la paix** du 30 juin 1992, les Nations unies ont tenté d'apporter de nouvelles précisions et de nouveaux cadres aux actions de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Domaines	Buts
Diplomatie préventive (preventive diplomacy)	a pour objet d'éviter que des différends ne surgissent entre les parties, d'empêcher qu'un différend existant ne se transforme en conflit ouvert et, si un conflit éclate, de faire en sorte qu'il s'étende le moins possible.
Rétablissement de la paix (peacemaking)	visé à rapprocher des parties hostiles, essentiellement par des moyens pacifiques tels que ceux prévus au chapitre VI de la Charte.
Maintien de la paix (peacekeeping)	consiste à établir une présence des Nations unies sur le terrain et se traduit par un déploiement d'effectifs militaires et/ou de police ainsi que de personnels civils.
Consolidation de la paix (peacebuilding)	comporte des actions menées en vue de définir et d'étayer les structures propres à raffermir la paix afin d'éviter une reprise des hostilités.

Le 3 janvier 1995, le Secrétaire général de l'ONU a présenté au Conseil de sécurité son rapport dit **Supplément à l'Agenda pour la paix**. Il ajoute le désarmement, qui peut être fait soit par négociation, soit dans le cadre d'une action coercitive sous chapitre VII, et traite également des actions coercitives contre les responsables de menaces à la paix, de rupture de la paix ou d'actes d'agression.

¹⁾ Francart, Loup : *Maîtriser la violence*, Paris, 1999, ISBN 2-7178-3879-1, pp. 90-93

Annexe 6 : Opérations de la Bundeswehr¹⁾



1. Opérations dans le cadre de l'UNO

	Date	Lieu	Buts	Volume
UNTAC	1992-1993	Cambodge	Hôpital de campagne au profit du contingent de l'UNTAC	448 militaires du service de santé
UNAMIR	1994	Ruanda	Pont aérien pour le soutien des réfugiés ruandais	288 vols TRANSALL/B707
UNOSOM	1992-1994	Somalie	Pont aérien pour le soutien de la population Soutien logistique au profit de l'UNOSOM	1.800 militaires ; 655 vols TRANSALL
SARAJEWO	1992-1996	Bosnie-Herzégovine	Soutien de la population avec l'aide humanitaire	1.400 vols TRANSALL 10.800 t aide humanitaire
UNSCOM	1991-1996	Bahrayn, Irak	Soutien transport pour les experts de désarmement de l'UNO	4.000 heures de vol TRANSALL et hélicoptère CH 53
UNOMIG	Depuis 1994	Abkhazie, Géorgien	Soutien médical pour le contingent de l'ONU ; Surveillance du cessez-le-feu	12 militaires
Lancement d'aides humanitaires	1993-1995	Bosnie-Herzégovine	Soutien de la population	320 vols TRANSALL 3.200 t aide humanitaire
Opération « Life Line »	9/1998-11/1998	Soudan	Soutien de la population	84 vols TRANSALL 600 t aide humanitaire
INTERFET	Depuis 09/99	Timor oriental	Soutien médical au profit du contingent de l'UNO	2 TRANSALL

¹⁾ Ministère fédérale de la défense (allemand), *Bestandsaufnahme. Die Bundeswehr an der Schwelle zum 21. Jahrhundert*, Bonn, 1999, pp. 28-31 (traduit par l'auteur).



2. Opérations dans le cadre de l'OSCE

Date	Pays	Buts	Volume
09/95 – 08/96	Tchéchénie	Mission d'observation	1 Officier supérieur
Depuis 12/92	Géorgie	Mission d'observation et de négociation	1 Officier supérieur
05/95 – 08/98	Lettonie	Surveillance de désinstallation des systèmes de radar russes	1 Officier supérieur
12/98 – 03/99	Kosovo	Mission d'observation	77 Militaires



3. Missions de sauvetages et de soutien les plus importantes

Mission	Date	Pays	Buts	Volume
Evacuation de ressortissants	14/03/1997	Albanie	Evacuation de ressortissants allemands et étrangers	6 hélicoptères, 3 TRANSALL et 1 Frégate
Evacuation de ressortissants	06 et 07/06/1998	Erythrée	Evacuation de ressortissants allemands et étrangers	Avions de transport TRANSALL/AIRBUS
Catastrophe naturel Galtür	23-27/02/1999	Autriche	Evacuation d'hommes a cause du danger d'avalanches	13 hélicoptères CH 53 : 170 heures de vol, 5.400 hommes, 38 t
Aide humanitaire Kosovo	Depuis 30/03/1999	Albanie/ Macédoine	Transport et distribution d'aide humanitaire ; Mise en place un camp de toile.	Plus de 90 vols TRANSALL ; Plus de 1000 t aide humanitaire
Aide humanitaire Mozambique	Depuis 06/03/2000	Mozambique	Transport et distribution d'aide humanitaire ;	TRANSALL et hélicoptères



4. Opérations dans le cadre de l'OTAN

SHARP GUARD	1992-1996	Mer adriatique	Surveillance d'embargo	environ 550 militaires ; 2 frégates, 3 patrouilles maritimes.
DENY FLIGHT	1993-1995	Balkans	Surveillance de l'espace aérien	484 militaires
Force de réaction immédiate	08/08/1995 – 19/12/1995	Croatie	Soutien UNPROFOR	1.700 militaires ; hôpital de campagne franco-allemand ; 14 ECR-/RECCE-TORNADOs et capacités de transport aérien
IFOR	20/12/1995 – 20/12/1996	Croatie	Soutien IFOR, surveillance de la mer adriatique.	environ 3.600 militaires, hôpital de campagne franco-allemand, Groupement de transport et de génie, 14 ECR-/RECCE-TORNADOs, 750 vols TRANSALL.
SFOR	Depuis 20/12/1996	Bosnie-Herzégovine	Maintien de la paix, contrôle d'armement, soutien la partie civile de l'implémentation	environ 3.000 militaires, hôpital de campagne, 2700 vols RECCE-TORNADOs, 1550 vols TRANSALL 250 vols patrouilles maritimes.
Opération « Allied Force »	24/03/1999 – 09/06/1999	Balkans	Mise en place un accord	14 ECR-/RECCE-TORNADOs
KFOR	Depuis 12/06/1999	Kosovo	Assurer l'accord en Kosovo	environ 8.500 militaires

Annexe 7 : Les conflits dans le monde 1999¹⁾

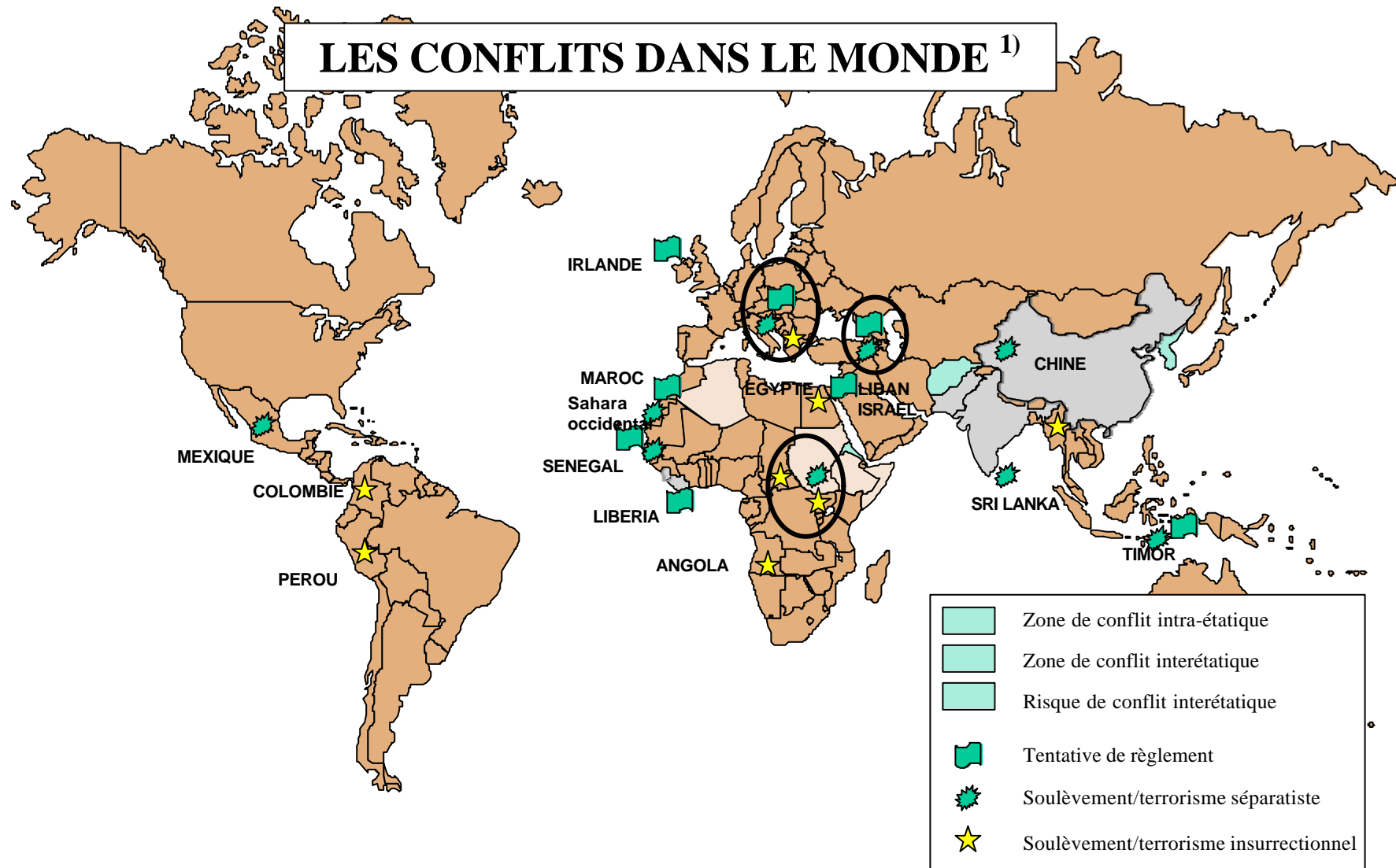
1. Conflits interétatiques

	Pays	Date	Morts
1	Israël – Liban	depuis 1978	29.000
2	Inde – Pakistan (Cachemire)	depuis 1984	22.000
3	Rép. Dém. Congo – Ruanda	depuis 1997	?
4	Soudan – Ouganda	depuis 1995	?
5	Ethiopie – Somalie	depuis 1997	1.000
6	Soudan – Ethiopie	depuis 1995	5.000
7	Ethiopie – Erythrée	depuis 1998	1.000

2. Conflits intra-étatiques

	Pays	Date	Morts
1	Mexique (Chiapas)	depuis 1994	5.000
2	Colombie	depuis 1963	43.000
3	Yougoslavie (Kosovo)	depuis 1998	?
4	Algérie	depuis 1992	78.000
5	Sénégal	depuis 1998	1.000
6	Guinée-Bissau	depuis 1998	1.000
7	Sierra Leone	depuis 1991	31.000
8	Tchad	depuis 1994	1.000
9	Angola (nord)	depuis 1998	1.000
10	Comores	depuis 1997	?
11	Burundi	depuis 1993	205.000
12	Rép. Dém. Congo	depuis 1996	80.000
13	Ruanda	depuis 1990	810.000
14	Ouganda (nord)	depuis 1993	2.000
15	Somalie (sud)	depuis 1991	350.000
16	Soudan (sud, est)	depuis 1983	45.000
17	Iran (sud-ouest)	depuis 1979	13.000
18	Iran (région de kurdes)	depuis 1979	15.000
19	Irak (région de kurdes)	depuis 1988	60.000
20	Turquie (région de kurdes)	depuis 1984	37.000
21	Russie (Daguéstan)	depuis 1999	?
22	Russie (Tchéchénie)	1994 – 1996	35.000
		depuis 1999	?
23	Afghanistan	depuis 1992	56.000
24	Sri Lanka	depuis 1983	54.000
25	Myanmar	depuis 1985	9.000
26	Indonésie (Bornéo)	depuis 1997	?
27	Indonésie (Timor oriental)	depuis 1975	200.000
28	Indonésie (Irian Jaya)	depuis 1965	30.000

1) Baratta, Mario von: *Der Fischer Weltalmanach 2000*, Francfort, 1999, ISBN 3-596-72000-1, cartes XIV-XV (traduit par l'auteur).



1) IFRI, *ramses 99*, Paris, 1998, pp. 344-345.